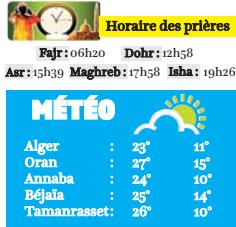


DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 17 janvier 2024 / 5 Rajab 1445 - N° 3465 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



www.dknews-dz.com

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

La bataille de Beni Boustour à Chlef, des faits d'armes ancrés dans la mémoire collective

P.3

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune reçoit le ministre mauritanien des Affaires étrangères

P.24

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza : plus de 24.000 martyrs depuis le 7 octobre

P.15

EN VISITE À LA 2^{ÈME} RÉGION MILITAIRE

Chanegriha : "les patriotes sincères appelés à adhérer au projet de renaissance de l'Algérie nouvelle"

Le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a appelé, lundi à Oran, les "patriotes sincères" à adhérer au projet de renaissance de l'Algérie nouvelle, afin de déjouer tous les desseins hostiles visant la sécurité et la stabilité du pays, indique le ministère de la Défense dans un communiqué. "Dans le cadre des visites d'inspection aux différentes Régions militaires, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a entamé, ce lundi 15 janvier 2024, une visite de travail et d'inspection en 2^e Région militaire à Oran", note la même source. P.24



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Installation de la Commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la transparence et de la lutte contre la corruption

P.4

EDUCATION

Réaménagement de la totalité des structures de la MUNATEC

P.4

AUTOMOBILE

Tenue du 1^{er} Salon des véhicules thermiques, électriques et hybrides du 24 au 29 juin à Oran (organisateurs)

P.24

SANTÉ

MANGER MOINS DE VIANDE
6 conseils pour éviter les carences

Pp 12-13

FOOTBALL

CAN 2023
GROUPÉ D - 1^{RE} J
ALGÉRIE-ANGOLA 1-1
Les "Verts" déjà sous pression

P.21



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

L'intelligence artificielle touchera 60% des emplois dans les économies Avancées

P.17

DÉCÈS D'UNE FAMILLE PAR INTOXICATION AU CO À M'SILA

Investigations préliminaires sur les circonstances de l'accident (justice)

P.2

AFFAIRES RELIGIEUSES

Début de la lecture du Sahih El-Boukhari et du Mouwatta de l'imam Malik à travers les mosquées

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a annoncé, lundi à Alger, le début de la lecture des ouvrages de jurisprudence islamique Sahih El-Boukhari et Al-Mouwatta de l'imam Malik, à travers les différentes mosquées du pays.

Présidant l'ouverture d'une conférence scientifique à Dar El-Imam sous le thème "Lecture de Sahih El-Boukhari et d'Al-Mouwatta de l'imam Malik durant le mois de Rajab : une tradition algérienne, un rite béni", M. Belmehdi a indiqué que cette pratique à laquelle se sont habitués les Algériens est "une bonne tradition qui doit être consacrée pour préserver la Sunna et les hadîts du Prophète (QLSSL) de toute tentative de falsification". Il a exhorté, à cette occasion, les imams à "prier à chaque cercle de lecture pour les populations de Ghaza qui souffrent le martyre suite aux agressions sionistes barbares". Le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs organise, chaque année, au début du mois de Rajab, à travers toutes les mosquées du pays, la lecture de ces ouvrages de Fiqh, celle-ci devant être clôturée la nuit du 27e jour du Ramadhan (Leïlat El Qadr).

DÉCÈS D'UNE FAMILLE PAR INTOXICATION AU CO À M'SILA
Investigations préliminaires sur les circonstances de l'accident (justice)

Le procureur de la République près le tribunal d'Ain El Melh (cour de M'sila) a ordonné des investigations préliminaires pour faire la lumière sur les circonstances du décès de six (6) membres d'une même famille par intoxication au monoxyde de carbone (CO), a indiqué lundi un communiqué du parquet de la République près le même tribunal.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 11 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'Ain El Melh informe l'opinion publique que, suite au tragique accident enregistré le 14/01/2024, où six (6) membres d'une même famille sont morts suite à une intoxication au monoxyde de carbone, les lieux de l'accident ont été inspectés et des investigations préliminaires ont été ordonnées pour faire la lumière sur ses circonstances et s'assurer de la conformité des appareils de chauffage et de leur installation aux normes de sécurité en vigueur", lit-on dans le communiqué.

COMMERCE

M. Zitouni reçoit une délégation du SNAPO

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a reçu, lundi à Alger, une délégation du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, M. Zitouni a indiqué que "le secteur adopte une vision participative et le dialogue pour prendre des décisions en faveur de l'intérêt général". Le ministre a décidé, lors de la rencontre, de mettre en place une commission mixte regroupant des représentants du ministère et du SNAPO, qui sera chargée de l'examen de toutes les questions liées à la profession, notamment l'activité du pharmacien portant le code 602101 au registre de commerce, selon le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES
3 morts et 111 blessés le week-end dernier

Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 111 autres ont été blessées dans 89 accidents de la circulation survenus le week-end dernier en zones urbaines, a indiqué, lundi, un bilan des services de la Sûreté nationale.

Le facteur humain demeure, selon les services compétents de la Sûreté nationale, la principale cause de ces accidents, précise la même source.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout si-gnalement.

BOUIRA
Un mort et deux blessés dans un accident de la route à Djebahia

Une personne est décédée et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu lundi sur l'autoroute Est-Ouest à Djebahia (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit vers 7h du matin suite à une collision entre deux camions survenue sur l'autoroute Est-Ouest à Djebahia dans sa voie menant vers Alger, selon les détails fournis par le chargé de la communication à la Protection civile, le Sous-lieutenant Youcef Abdat.

"L'accident a causé la mort d'un jeune de 37 ans, et des blessures à deux autres personnes", a précisé l'officier Abdat.

Le corps sans vie de la victime a été transféré à la morgue de l'hôpital de la ville de Lakhdar Djaïd, où étaient évacués également les blessés pour recevoir les soins nécessaires, selon la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

RELIZANE
Mort d'une personne percutée par un train à Oued Rhiou

Une personne a trouvé la mort, dimanche, après avoir été percutée par un train de transport de voyageurs dans la commune d'Oued Rhiou (50 km à l'Est de Relizane), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

Le chargé d'information, le sous-lieutenant Abbas Khamallah a indiqué à l'APS que l'accident s'est produit lorsque la victime a tenté de traverser la voie ferrée au niveau de la localité de "Baïche" près de l'entrée ouest de la commune d'Oued Rhiou.

"La victime a été percutée par un train en provenance d'Oran à destination d'Alger, a-t-il précisé.

Les agents de la Protection civile ont évacué le corps du défunt (45 ans) vers la morgue de l'Etablissement public hospitalier (EPH), Ahmed Francis d'Oued Rhiou.

CONSTANTINE
Six brigades de contrôle pour lutter contre la spéculation illégale des légumes secs

Au total, six (6) brigades de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude ont été mobilisées depuis début 2024 par la direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE) de la wilaya de Constantine, dans le cadre de la lutte contre la spéculation illégale des légumes secs, a-t-on appris lundi auprès du directeur de ce secteur, Sid Ali Merdes.

La décision intervient en application des instructions prises par le ministère de tutelle visant à mettre fin aux pratiques commerciales illicites et à la lutte contre différentes formes de spéculation illégale dans ces produits à forte demande, dans le but de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, a déclaré à l'APS M. Merdes.

Ce cadre a précisé que ces brigades ont pour tache l'organisation des sorties sur le terrain ciblant des importateurs, des commerçants de gros et de détail afin de réglementer le marché des légumes secs dans la wilaya de Constantine.

TIZI-OUZOU
Décès d'une femme tombée d'un olivier

Une femme est décédée lundi en fin de matinée dans la commune des Ouedhias, au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, suite à une chute d'un olivier, a-t-on appris auprès de la protection civile.

La victime, âgée de 65 ans, était montée sur un olivier pour cueillir des olives au village Taguemout Lejdid, lorsqu'elle a chuté, ce qui a causé sa mort sur le champ, a-t-on déploré de la même source.

Les éléments de l'unité de la protection civile des Ouedhias sont intervenus pour transférer la dépouille de la victime vers la polyclinique de la même ville, a-t-on ajouté.

Il est relevé que des cas de chute des oliviers, entraînant des traumatismes et parfois le décès, sont enregistrés dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

INDE
Un épais brouillard perturbe les vols et les trains dans la capitale New Delhi

Les services aériens et ferroviaires ont été perturbés lundi à New Delhi, la capitale indienne, pour le deuxième jour consécutif, alors qu'un épais brouillard enveloppait de vastes étendues du nord du pays, rapportent des médias. Selon le site Internet FlightRadar24, au moins 168 vols au départ de Delhi ont été retardés et 56 vols ont été annulés lundi matin.

Au moins 18 trains à destination de Delhi en provenance de différentes régions du pays étaient en retard en raison d'un épais brouillard, selon des médias qui citent un document des services ferroviaires.

Le bureau météorologique du pays a prévu un brouillard dense et une vague de froid à New Delhi pour lundi et un "brouillard très dense" mardi, avec une température minimale de 4 degrés Celsius.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

La bataille de Beni Boustour à Chlef, des faits d'armes ancrés dans la mémoire collective

La bataille de Beni Boustour, 16 janvier 1958, dans les environs de la commune de Beni Bouâtab, au Sud de Chlef, constitue une halte impérissable dont les faits d'armes sont ancrés dans la mémoire collective, et durant laquelle les moudjahidines ont réalisé une victoire écrasante contre les forces coloniales françaises.

Cette bataille, menée par la Katiba El Karimia sous le commandement de Tahar Bouchareb et son adjoint Si Omar, dans une région constituant un carrefour vers les postes ennemis disséminés dans les monts de l'Ouarsenis, traduit au plus haut point la maîtrise de l'art de la guerre et du combat qui caractérisait les moudjahidines de l'Armée de libération nationale (ALN), qui, en dépit de leurs moyens dérisoires, ont réussi à vaincre un bataillon entier de militaires français armés jusqu'aux dents.

"La guerre de libération nationale dans la wilaya historique IV a été étayée par d'innombrables faits d'armes et actes héroïques, dont la victoire retentissante remportée par les moudjahidines dans la bataille de Beni Boustour, constituant jusqu'à nos jours, un sujet de fierté et d'orgueil pour les générations de l'indépendance", a souligné le président de l'association historique El-Madjid", Amari Doumi, à la veille de la commémoration de l'anniversaire de cette bataille.

"Aujourd'hui plus que jamais, il est de notre devoir de documenter les faits et événements de cette bataille pour préserver l'histoire de la région, mais surtout rendre hommage à l'héroïsme des moudjahidines et des chouhadas, tout en rappelant les crimes perpétrés par le colonisateur durant cette période de l'histoire de l'Algérie", a-t-il ajouté.

"La bataille de Beni Boustour demeurera un témoin indéniable de l'héroïsme de la Katiba El Karimia, qui malgré ses moyens dérisoires a su battre en brèche la supériorité en nombre et en armes des soldats français, grâce à une maîtrise hors du commun de l'art de la guerre", a estimé le vice président de la section de Chlef de l'Académie de la mémoire algérienne, Mohamed Lazâr.

Outre la victoire "fulgurante et écrasante"



des moudjahidines dans la région de Beni Bouâtab, wilaya historique IV, du fait de sa courte durée, l'importance de cette bataille réside, également, dans son bilan exceptionnel, a-t-il dit.

La bataille s'est soldée, en effet, par la mort de 95 militaires français et la capture de 28 autres, dont trois officiers, outre la récupération de 123 pièces d'armes, des dizaines de grenades, des munitions, des tenues et un appareil de transmission, selon les informations fournies par la direction locale des moudjahidines.

Une parfaite maîtrise de l'art de la guerre

A la veille du 66e anniversaire de cette bataille mémorable, des moudjahidines, ayant survécu à cette épope, ont assuré à l'APS, que cette dernière restera gravée à jamais dans leur mémoire, comme synonyme d'"une vic-

toire écrasante contre un ennemi largement plus équipé, en moyens humains et matériels". Faisant la chronologie de cette bataille, le moudjahid Mohamed Seghir Nemmar a affirmé que les moudjahidines ont mis six (6) jours à planifier cette embuscade menée par la Katiba El Karimia (en hommage au commandant de cette patrouille, Chahid Si Abdelkrim, mort au combat en 1956).

Mu par un sentiment de fierté au souvenir de cette bataille, ce Moudjahid a assuré qu'il se rappelle, à ce jour, de chaque détail de ce haut fait d'armes, notamment la surprise des soldats français par l'attaque fulgurante qui ne leur a laissé aucune possibilité de fuite, ce qui a permis aux moudjahidines de remporter cette bataille, en un court laps de temps, avec la capture d'un nombre important de soldats français, mettant ainsi fin aux actes de brutalité, d'oppression et de torture perpétrés par l'armée française dans la région.

Selon le Moudjahid Mohamed El-

Boustouri, la victoire des moudjahidines dans cette bataille "a positivement impacté la lutte dans la wilaya historique IV.

Elle a considérablement remonté le moral des populations locales, longtemps victimes des tortures et oppresseions de l'armée coloniale, d'autant plus que la région de Beni Bouâtab constituait une zone de transit pour les moudjahidines vers et depuis les différentes zones de la wilaya historique IV", a-t-il expliqué.

La bataille de Beni Boustour fait partie des "meilleures embuscades menées par la Katiba El Karimia contre l'ennemi français, et le 16 janvier 1958 est une date historique dont nous avons le devoir de relater les faits aux jeunes générations et d'en documenter dans la mémoire collective", a souligné le même moudjahid.

Selon les détails fournis par la direction des moudjahidines au sujet de cette bataille, l'endroit choisi pour cette embuscade était un ravin situé dans un lieu escarpé.

Le 16 janvier 1958, vers 14h, les membres de la katiba El Karimia ont commencé à poser les mines et à prendre leurs positions de façon à empêcher toute fuite des militaires français qui devaient arriver dans la région de Beni Bouâtab vers 16h, heure fixée pour l'assaut.

Le plan de cette bataille a été si bien exécuté, que les moudjahidines remportèrent la partie en quelques minutes seulement, avec à la clé, la mort de 95 militaires français et la capture de 28 autres, outre la récupération de pièces d'armes, de munitions, et d'un appareil de transmission qui a été utilisé pour tromper l'ennemi et le faire éloigner du lieu de la bataille, sans l'enregistrer de la moindre perte dans les rangs des moudjahidines, un véritable exploit en soi.

28e édition du Prix du 1^{er} novembre 1954: Rebiga distingue les lauréats

Le ministère des Moudjahidines et des Ayants-droits a organisé, dimanche au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal (Alger), une cérémonie de remise des Prix aux lauréats de la 28e édition du Prix du 1^{er} novembre 1954.

La cérémonie s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, de membres du Gouvernement, de l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, M. Fayed Abu Aita, de personnalités nationales et de moudjahidines.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droits, Laid Rebiga a souligné que l'organisation de cette cérémonie s'inscrivait dans le cadre des célébrations du 69e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse révolution algérienne, placées sous le slogan "Révolution des héros, Engagement des hommes".

Ce concours national constitue désormais un cadre multidimensionnel dans lequel les

jeunes intéressés par la consécration du legs de notre Glorieuse révolution rivalisent à travers la littérature, les recherches historiques ou encore les films documentaires", a affirmé le ministre, ajoutant que son département ministériel "a veillé à mettre en place de telles activités (...) pour raviver la mémoire nationale".

Le ministre a fait savoir que "son secteur ne ménage aucun effort pour la promotion de la mémoire nationale, l'objectif étant de perpétuer le message de novembre et de ses hommes vaillants", formulant le souhait de "voir aboutir les efforts consentis au service de notre mémoire". La cérémonie a vu la distinction des lauréats du Prix dans les domaines de la recherche historique, de l'audiovisuel, de la poésie et du roman.

Le ministère n'a pas omis, à cette occasion, de rendre hommage à quelques dirigeants de la Glorieuse révolution outre le moudjahid Mohamed Ali Boughzala, le SG de l'Association nationale des moudjahidines.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT Des instructions pour rattraper le retard accusé dans certaines wilayas

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a donné, lundi à Alger, des instructions pour rattraper le retard accusé dans la réalisation du projet d'extension et de réhabilitation du barrage vert au niveau de certaines wilayas.

Le ministre a donné ces orientations lors d'une réunion de travail consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet, tenue en présence des conservateurs des forêts, des directeurs des services agricoles des 13 wilayas concernées, et les sociétés économiques chargées de la réalisation des différentes opérations, indique un communiqué du ministère.

Après avoir écouté les différents intervenants, le ministre a donné des instructions pour rattraper le retard enregistré dans certaines wilayas, rappelant l'importance de ce projet, et la priorité qui lui a été accordée par les autorités publiques du pays, conclut la source.

Le ministre des Affaires religieuses présente un exposé devant la commission des finances et du budget

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a présenté, lundi, un exposé devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

"Les affectations budgétaires allouées au ministère des Affaires religieuses au titre de l'exercice 2021 ont été estimées à 27.453.234.000 DA", a affirmé le ministre, ajoutant que son département a bénéficié "d'une

affectation financière supplémentaire de l'ordre de 1.400.000.000 DA destinée à aider le Centre culturel islamique (Alger) et à prendre en charge l'insertion professionnelle des diplômés, ainsi qu'à la promotion de l'activité internationale et à la couverture des frais d'encadrement de l'activité religieuse et culturelle en faveur de la communauté nationale établie à l'étranger".

"Les affectations versées et consommées ont atteint 27.982.285.325 DA, soit 96,98 % du total des affectations allouées", a soutenu le ministre. Les dépenses d'équipement au titre du même exerci-

cice ont été estimées à "650.000.000 DA, consacrées à la réévaluation de l'étude et à la réalisation du siège du ministère, ainsi qu'à la réalisation du réseau internet au niveau du ministère et des services centraux", a-t-il ajouté. Lors du débat, les membres de la commission ont été unanimes à souligner "la nécessité d'accélérer l'élaboration du statut particulier de l'Imam, de protéger les biens wakfs, d'actualiser leur recensement et le contrôle de leurs revenus", avec "le contrôle des écoles coraniques privées pour préserver le référent religieux" et l'accélération de la numérisation du secteur".

CONSTRUCTION AUTOMOBILE

30 demandes d'installation d'usines reçues par le ministère de l'Industrie (ministère)

Trente dossiers de demandes d'installation d'usines automobiles sur le territoire national ont été reçus par le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a indiqué lundi à Alger un responsable au sein du ministère. "Il s'agit désormais d'aller vers une industrie réelle, pérenne, créatrice de valeur ajoutée et d'emplois avec un réel impact sur l'ensemble de la société", a souligné le président du Secrétariat technique pour le suivi du dossier des véhicules au sein du ministère, Mokdad Aggoune, au Forum du journal El Moudjahid.

Le même responsable, également directeur de l'intelligence économique au ministère, a rappelé le lancement de l'usine de la firme italienne Fiat à Oran le mois dernier, ajoutant que celle-ci sera suivie par une usine du constructeur chinois Cherry dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. D'autres opérateurs du secteur ont également déposé leurs dossiers tels que les chinois Jack et Geely ainsi que le coréen Hyundai. Selon M. Aggoune, les opérateurs qui importent des véhicules ne sont pas "obligatoirement" tenus de construire leurs usines. Cependant, a-t-il dit, sur un plan stratégique, ces opérateurs seront incités à produire localement dans la mesure où l'importation est un dispositif mis en place "pour faire face au besoin pressant local".

Pour le même responsable, il s'agit à terme d'accueillir jusqu'à huit constructeurs pour bâtrir une industrie automobile locale soutenue par un tissu de sous-traitance, notamment à travers des PME locales pouvant accompagner les opérateurs.

En ce qui concerne les importations, M. Aggoune a indiqué que 127 dossiers "recevables" ont été déposés au ministère. Parmi ces dossiers, 80 ont reçu des autorisations préalables pour tous types de véhicules.

Jusqu'au 11 janvier, le ministère a délivré 41 agréments ayant permis d'introduire 12 marques de véhicules de tourisme et utilitaires sur le marché national. "Parmi ces 12 marques, huit sont asiatiques dont une marque japonaise", a-t-il précisé, ajoutant que la moitié des sièges sociaux sont établis à Alger, le reste des sièges étant répartis sur 15 autres wilayas.

Le directeur au sein du ministère de l'Industrie a également fait savoir que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a délivré des autorisations d'importation de divers types de véhicules à 24 opérateurs économiques. Au total, un quota de 180.000 véhicules a été accordé aux différents importateurs pour le programme de l'année 2023, pour un montant global de 1,9 milliard de dollars.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Installation de la Commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la transparence et de la lutte contre la corruption

La commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (2023-2027), lancée en juillet dernier a été installée, lundi à Alger, sous la supervision de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati. Cette commission regroupe "des représentants du pouvoir législatif et des départements ministériels et régaliens". Cette installation

CONSEIL DE LA NATION

Présentation du texte de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, lundi devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Lors de la présentation, M. Tabi a affirmé que "ce texte de loi a des objectifs clairs: affirmer le rôle social de l'Etat conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de l'Algérie en matière de prise en charge des catégories vulnérables et démunies", soulignant que l'Etat a décidé de prendre en charge le paiement de la pension alimentaire des femmes divorcées et des enfants sous garde, dans le cas où l'époux n'est pas en mesure de le faire".

"Le texte de loi vient résoudre cette problématique en particulier. Pour le reste des problèmes, il y aura certainement d'autres lois", a expliqué le ministre, relevant que "la Constitution est claire".

Il incombe à l'Etat de prendre en charge les catégories sociales de manière générale,



et les catégories vulnérables en particulier". Il a en outre estimé que "confier ce

texte de loi au ministère de la Justice, au lieu du ministère de la Solidarité nationale, permettra aux personnels de la justice de collecter les fonds selon leurs précédentes expériences, d'autant que la mission a été confiée au Secrétaire général en coordination avec le trésorier", soulignant que le fonds de pension alimentaire est un mécanisme de paiement de la pension alimentaire et de récupération des fonds de l'Etat".

Le ministre a souligné "la nécessité de la prise en charge" de l'enfant sous garde en cas d'incapacité du père de payer une pension ou de son décès, ajoutant que "la capacité de la femme titulaire du droit de garde à subvenir aux besoins des enfants ne décharge par le débiteur de la pension alimentaire, et si ce dernier s'en abstient, cela ne dispense pas l'Etat de la pension".

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

D'importantes aides au profit du peuple palestinien remises au Croissant-Rouge algérien (M. Boughali)

L'Assemblée populaire nationale (APN) a remis au Croissant-Rouge algérien (CRA), lundi à Blida, d'importantes aides humanitaires, composées de grandes quantités de lait infantile et de lits médicalisés, au profit du peuple palestinien, a indiqué le président de la chambre basse du Parlement, Brahim Boughali.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la remise des aides au Croissant-Rouge algérien, au niveau de son dépôt central à Blida, en présence de sa présidente, Ibtissam

Hamalaoui, des présidents des groupes parlementaires et de députés, M. Boughali a précisé que "la séance tenue à l'APN le 31 octobre dernier en soutien à la cause palestinienne a donné lieu à une série de décisions, notamment la défense de la cause palestinienne dans les forums internationaux et l'envoi d'aides matérielles pour atténuer les souffrances de nos frères dans la bande de Gaza".

Ces aides, a-t-il poursuivi, sont composées de grandes quantités de lait infantile estimées à 30.000 unités et de lits

médicalisés, soulignant que l'APN était en contact avec les instances au fait des besoins du peuple palestinien, notamment des Ghazaouis. Ces aides humanitaires sont "le fruit des dons et des contributions des députés et du personnel de l'APN", a-t-il ajouté, soulignant que ce premier convoi d'aides sera suivi d'autres à l'avenir pour "atténuer les souffrances de nos frères en Palestine dont les besoins sont croissants".

De son côté, la présidente du CRA a salué le fort élan de solidarité du peuple algérien et des

institutions de l'Etat envers le peuple palestinien, précisant que les entrepôts de cette organisation humanitaire "contiennent près de 1.000 tonnes d'aides destinées au peuple palestinien". Affirmant que ces entrepôts restaient ouverts pour recevoir toutes les aides destinées au peuple palestinien, la même responsable a fait savoir que 105 tonnes d'aides, notamment des denrées alimentaires, des couvertures et des médicaments, avaient été envoyées depuis le début de l'agression contre Ghaza.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications présente un exposé devant la commission des finances

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karima Bibi Triki a présenté lundi un exposé devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), et ce dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire 2021, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Dans son exposé, M. Triki a souligné que "le nombre total des bureaux de poste a enregistré une croissance constante, passant de 3.999 bureau au début 2020 à 4.245 bureaux en 2023, renforcés par des bureaux

mobiles dont le nombre est passé de 39 bureaux en 2020 à 89 bureaux actuellement".

Il a également indiqué que "les GAB ont été renforcé par 600 guichets mis en service en 2022 et 2023, portant le nombre total à 1.993 GAB, outre la mise en place de 62 espaces libres-services sur l'ensemble du territoire national". S'agissant des cartes "Edahabia", le ministre a souligné que leur nombre "a doublé", passant de 6 millions au début de l'année 2020 à 12,5 millions de cartes actuellement". Il a, à cet égard, indiqué que "la stratégie fixée dans le domaine

des télécommunications vise à connecter 6 millions de foyers à l'internet fixe d'ici fin 2024, soulignant que "le nombre total d'abonnés à l'internet mobile a dépassé les 45 millions d'abonnés". Au terme de l'exposé du ministre, les membres de la commission ont salué les efforts déployés dans le secteur" appelant "à remédier aux lacunes enregistrées notamment l'amélioration des prestations fournies aux citoyens, la mise en place de distributeurs électroniques dans certaines daïras, la résolution du problème des perturbations d'internet et autres", conclut le communiqué.

EDUCATION

Réaménagement de la totalité des structures de la MUNATEC

La structures de la Mutualité nationale des travailleurs de l'éducation et de la culture (MUNATEC) à travers le pays ont bénéficié de travaux de réaménagement et de réhabilitation dans le but d'améliorer les prestations offertes aux adhérents, relevant de cinq secteurs publics, a révélé, lundi à Blida, un responsable de cet organisme.

Tous les équipements et structures de la Mutualité qui étaient dégradés, ont bénéficié de travaux de réhabilitation visant à améliorer les conditions d'accueil des adhérents relevant de cinq (5) secteurs, qui sont l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, la jeunesse et les sports, la formation professionnelle et la culture", a indiqué, à l'APS, l'administrateur de la Mutualité, Mohamed Dechmi, en marge de la tenue de l'assemblée générale de la MUNATEC, à la mai-

son de l'enseignant à Blida. Il s'agit, a-t-il ajouté, de la réhabilitation de 16 maisons de l'enseignant, dont quatre (4) étaient fermées depuis une vingtaine d'années. Parmi ces quatre structures réhabilitées, une (1) a été réceptionnée, dernièrement, à Blida, tandis qu'une autre, fermée depuis 1988 à Tizi-Ouzou, est attendue à la réception à la fin février prochain, en plus de deux autres à Batna et Bechar.

Le même responsable a également fait part du lancement, dernièrement, de la réalisation de maisons de l'enseignant, dotées de chambres, de cafétérias et d'une salle de conférence, au niveau des wilayas de Tamanrasset, Ghardaïa et Tissemsilt.

Il a souligné que la réalisation de ce type de structures à travers la totalité des wilayas du pays, "est tributaire de la disponibilité d'as-

siettes foncières et de dotations financières".

Abordant le volet social, Mohamed Dechmi a indiqué que la Mutualité a procédé récemment à l'acquisition d'équipements médicaux modernes au profit des centres médicaux relevant de la MUNATEC, à Alger, Oran et Tiaret, dans le but de réduire les coûts de traitement, ainsi qu'à la signature de conventions avec des cliniques privées.

A noter qu'à l'issue de l'Assemblée générale de la MUNATEC, à laquelle ont pris part des représentants de différentes wilayas, il a été procédé à l'élection des membres du conseil d'administration et du bureau du conseil, en plus des membres de la commission de contrôle et de la commission de communication.

M'SILA

La wilaya raccordée à l'autoroute Est-ouest via Bordj Bou Arreridj "avant l'été prochain" (ministre)

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhrourkh, a affirmé lundi de Bordj Bou Arreridj que la wilaya de M'sila sera raccordée à l'autoroute Est-ouest via Bordj Bou Arreridj "avant l'avènement de l'été prochain".

Dans une déclaration à la presse au siège de la wilaya le ministre a précisé que "l'achèvement des travaux de réalisation des tronçons routiers qui reliera la wilaya de M'sila à l'autoroute Est-ouest en passant par Bordj Bou Arreridj aura lieu avant l'été 2024".

Le ministre a donné des instructions aux entreprises de réalisation pour respecter impérativement les délais contractuels et œuvrer même à les réduire pour accompagner le processus de développement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et faciliter les déplacements des citoyens en prévision de la saison estivale 2024.

M. Rakhrourkh a également invité dans le contexte les autorités locales à aplanir les entraves rencontrées par les entrepreneurs notamment en matière d'expropriation pour leur permettre de hâter l'exécution de leurs projets. Au cours de l'inspection des travaux de dédoublement du tronçon



de 8,5 km de la RN-5 entre la commune d'El M'hir (Bordj Bou Arreridj) et l'autoroute Est-ouest, de dédoublement du tronçon de la RN-60 entre El M'hir et le village Selatna dans la même commune sur une distance de 11 km et de l'évitement du village Selatna jusqu'aux limites de la wilaya de M'sila, M. Rakhrourkh a affirmé que son département accordé "la priorité à la réalisation des projets de dédouble-

ment des routes enregistrant un nombre élevé d'accidents routiers".

"Dès la réception de ces projets qui mobilisent une enveloppe financière de 2,84 milliards DA, la dynamique économique dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj qui représente un bassin industriel de l'électronique et de l'électroménager", a souligné le ministre.

Au cours de sa tournée à Bordj Bou Arreridj, le

ministre a présidé la mise en service du chemin communal Ouled Mehdi sur une distance de 6 km, a lancé deux projets de dédoublement de la voie de contournement de la ville El Anasser sur une distance de 5 km et la voie de contournement de la ville Belimour sur 4 km et a inspecté le projet de dédoublement de la RN-103 entre Ras El Oued et la zone industrielle R'mail sur 4 km.

ORAN

2 milliards DA pour le réaménagement de la station d'épuration d'El-Kerma (ministre)

Le ministre de l'Hydraulique Taha Derbal a annoncé, lundi soir dans la wilaya d'Oran, qu'une enveloppe financière de 2 milliards DA sera consacrée au réaménagement de la station d'assainissement des eaux usées d'El-Kerma (sud d'Oran) pour augmenter sa capacité de production.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à cette station, le ministre a souligné que l'objectif de ce projet est d'alimenter le périmètre agricole de M'lata, dont la superficie est de plus de 6.000 hectares, par plus d'eau destinée à l'irrigation.

Selon les explications fournies sur place, le projet de réaménagement porte sur deux tranches, la première concerne la conduite de pompage sur une longueur de 9 km, nécessitant un investissement de 1,5 milliard DA et la deuxième tranche concerne la dotation de la station en équipements pour un montant de 0,5 milliard DA.

La station d'épuration, dont la

capacité théorique est estimée à 270.000 mètres cubes par jour, alimente le périmètre de M'lata avec 20.000 m³/jour, sachant que le projet de réhabilitation de la station permettra d'augmenter cette quantité.

M. Derbal a souligné que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions pour réhabiliter et augmenter la capacité de production des stations et systèmes de filtration répartis sur le territoire national et mettre en œuvre des projets permettant d'améliorer le volet assainissement et la production de quantités supplémentaires d'eau traitée pour son utilisation dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture et l'industrie.

Il a, en outre, souligné que l'épurati-

on des eaux usées et leur réutilisation dans l'agriculture et l'industrie, en plus du dessalement de l'eau de mer, est "considérée comme l'un des axes fondamentaux sur lesquels s'appuie notre pays pour faire face à

la pénurie d'eau, devenue une caractéristique distinctive des pays du bassin méditerranéen".

Par ailleurs, concernant le taux de remplissage des barrages, le ministre a fait savoir que celui-ci s'approche des 35 %, signalant que le secteur de l'hydraulique a pris des mesures en vue de garantir la pérennité du service public de distribution d'eau, en fournissant de l'eau potable dans une répartition équilibrée.

Concernant la numérisation du secteur de l'hydraulique, M. Derbal a souligné la nécessité de l'achèvement des travaux dans ce domaine, où l'objectif reste la maîtrise optimale de la gestion et l'augmentation de sa performance et de son efficacité.

A la fin de sa visite, le ministre a inspecté les travaux d'achèvement de la station d'épuration de Oued Tlelat, où il a donné des instructions pour rattraper le retard enregistré et accélérer le rythme des travaux de réalisation.

GHARDAÏA

Valoriser les espaces culturels pour promouvoir les jeunes talents (Forum)

La nécessité de mettre en valeur les espaces culturels pour promouvoir les talents dans divers domaines culturels, politiques et socio-économiques a été soulignée par les participants au Forum "Jeunes et espaces culturels", ouvert lundi à Ghardaïa, à l'initiative du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

Dans son intervention, la présidente de la commission de la culture, des sports, loisirs et tourisme au Conseil, Hanane Kaced, a indiqué que "les jeunes algériens jouissent d'innombrables et divers talents en quête d'espaces d'accueil leur permettant de concrétiser leurs ambitions culturelles". L'artiste

Mohamed Rouane, a, lors de la séance culturelle intitulée "Lecture dans les attentes de l'artiste algérien", estimé "nécessaire aux jeunes d'adopter la pensée culturelle allant dans le sens de la valorisation et la promotion à échelle mondiale de la culture algérienne et de faire preuve d'esprit d'initiative afin qu'ils concourent à la concrétisation de la vision culturelle escomptée".

Evocant son expérience artistique, le comédien Hakim Dekkar a indiqué que "l'art algérien, le 4ème art en particulier, a effectivement contribué, à travers les personnages des comédiens, à la transmission du noble message", était de fait

qui a permis, selon lui, de "faire valoir la culture algérienne et de la hisser aux plus hautes places artistiques sur les scènes culturelles mondiales". Les participants ont également mis en avant le fait que ce forum offre une opportunité à mettre à profit pour examiner les voies de redynamiser les espaces culturels, lieux propices pour promouvoir les compétences et talents, et d'échanger les connaissances et expériences culturelles.

Initiée avec le concours du ministère de la Culture et des Arts, ce forum qui'abrite deux jours durant (15-16 janvier) la salle de cinéma M'zab de Ghardaïa, permettra aux participants

d'examiner une série de questions liées notamment à la mission des espaces culturels de servir de cadre et de promouvoir les activités et initiatives culturelles juvéniles, et de contenir les jeunes créateurs, tous domaines culturels confondus.

Le programme de ce forum, qui tend également à établir des relations de communication entre différentes composantes culturelles de la société algérienne, s'articule sur une série d'axes liés à la mission des artistes et associations culturelles dans la promotion des espaces culturels et la stratégie d'appui des œuvres culturelles.

APS

SIDI BEL ABBES

242 millions DA réservés au secteur de la Jeunesse et des sports (ministre)



Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane Hammad a souligné, lundi à Sidi Bel Abbès, qu'une enveloppe financière de 242 millions DA a été allouée à son secteur dans cette wilaya.

Dans une déclaration à la presse, dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que cette enveloppe financière a été réservée dans le cadre du programme d'investissement en cours de réalisation inscrit au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbès, en 2023, portant sur cinq nouvelles opérations d'investissement estimés à 147 millions DA.

Il a souligné que ce nouveau programme comprend la réévaluation de deux opérations en cours, avec une enveloppe financière estimée à 95 millions DA, notant que la wilaya de Sidi Bel Abbès a également bénéficié de quatre opérations, qui ont été relancées, l'année écoulée, avec un programme estimé à 390 millions DA. L'accord a également été accordé à l'inscription d'un nouveau programme d'investissement au profit du secteur de la Jeunesse et des sports de la wilaya, doté d'une enveloppe financière estimée à 760 millions DA, selon M. Hammad.

Il a ajouté que ce programme comprend cinq nouvelles opérations, dont la réalisation et l'équipement d'une piscine de proximité à Ain El-Berd, l'étude et le suivi de la réalisation et l'équipement d'une piscine de proximité à Mostéfa Benbrahim, une étude pour réaliser un projet d'une salle omnisports de 500 places à Sidi Bel Abbès, le suivi de la réhabilitation du stade du 24 février 1956 à Sidi Bel Abbès, ainsi que l'étude et le suivi de la réalisation et l'équipement d'une piscine de proximité à Sidi Ali Boussidi.

Par ailleurs, le ministre a souhaité plein succès à l'équipe nationale de football lors de son premier match contre l'Angola, dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations organisée en Côte d'Ivoire.

Pour rappel, le ministre de la Jeunesse et des Sports a supervisé, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, l'inauguration de la piscine semi-olympique de la commune de Ras El-Ma et d'une piscine de proximité dans la commune de Sidi Ali Benyoub, où il a souligné la nécessité d'une bonne gestion de cette infrastructure, avec la programmation de cours de natation au profit des enfants, dans le cadre du sport scolaire, en dehors des heures de scolarité.

Dans la commune de Sidi Bel Abbès, M. Hammad s'est enquis de visu du projet de réalisation du complexe régional du regroupement des équipes nationales et de l'école régionale de football, où il a réitéré son engagement à l'entrée en exploitation de cet édifice sportif dans les délais impartis.

Après avoir inspecté le chantier de réalisation d'une piscine semi-olympique, le ministre a visité le complexe sportif 24 février 1956 de cette ville et a écouté à la salle des conférences du siège de la wilaya un exposé sur l'opération de réfection et de réhabilitation de ce complexe. Le ministre a achevé sa visite en honorant certaines figures sportives.

JIJEL

La réalisation du complexe de trituration des graines oléagineuses avance à un "rythme accéléré"

Les travaux de réalisation du complexe de trituration des graines oléagineuses Koutama Agrifood à Bazoul, dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), avancent à un "rythme accéléré", en prévision de sa mise en service à la fin du premier semestre 2024, apprend-on lundi de son directeur général, Abdelaali Ferhani.

"Le taux d'avancement actuel des travaux a atteint 80 % conformément aux délais initialement fixés", a précisé à l'APS le même responsable, soulignant que les tests techniques du complexe seront effectués en avril prochain tandis que la production sera lancée en juin 2024 comme il a été convenu au cours de la visite effectuée la semaine passée par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Cette usine a été transférée au holding public Madar en 2021 après sa nationalisation en vertu d'une décision de justice.

Située au port de Djedjen dans la commune de Taher, l'usine est un des plus importants projets auxquels les autorités supérieures du pays accordent un intérêt majeur en vue d'approvisionner le marché national en huile de table, selon M. Ferhani.

Ce complexe est spécialisé dans l'extraction des huiles végétales brutes du soja et se compose d'une usine de trituration des graines oléagineuses, d'une unité de stockage de matière première (soja) et une autre de stockage du produit fini et de commercialisation des huiles, a-t-on précisé.

Dès son entrée en activité, ce complexe couvrira 20 % des besoins du marché national en huile de table par la production d'aliments de bétail entre 70 et 80 % avant de passer dans une seconde phase à l'exportation, a fait savoir le même responsable.

Dans une première phase, le complexe assurera la trituration de 5.000 tonnes de graines oléagineuses et la production de 1000 tonnes d'huiles brutes et 4.000 tonnes d'aliments de bétail quotidiennement.

Il devra pour cela générer 500 postes de travail permanents et 1.500 autres postes non-permanents, a ajouté M. Ferhani.

MILA

Vers la culture de légumes secs sur une superficie de 8.000 hectares (direction)

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila a arrêté un programme portant sur la plantation de légumes secs sur une superficie de 8.000 hectares au titre de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris, lundi, auprès d'un cadre de cette direction.

Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, Fouad Bounab, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que la DSA s'est fixée cette saison pour objectif d'augmenter les surfaces dédiées à la culture de légumes secs "en raison de leur importance dans l'atteinte de la sécurité alimentaire".

Le même responsable a précisé que sur le 8.000 hectares programmés, 4.000 ha seront voués à la production de pois chiches et 2.600 ha consacrés aux lentilles, la superficie restante devant être répartie sur plusieurs autres légumineuses telles que les haricots et les petits-pois.

M. Bounab, rappelant que lors de la saison écoulée (2022-2023) quelque 6.300 hectares avaient été plantés de légumes secs, a souligné la "faible production enregistrée alors à cause de la faible pluviométrie qui avait négativement impacté les rendements".

Il a également déclaré que l'augmentation, pour cette saison, de la superficie dédiée à la production de légumes secs "est une réponse des agriculteurs aux appels de la DSA les invitant à intégrer cette filière".

Une filière, a ajouté ce responsable, "appuyée par une meilleure maîtrise du parcours technique, régulièrement surveillé par les services agricoles dont le travail d'orientation vise à protéger les cultures et à atteindre l'objectif fixé en termes de production".

Selon M. Bounab, les efforts de développement de la culture des légumes secs dans la wilaya de Mila "se poursuivent afin d'étendre les superficies vouées à ce type de culture en assurant la disponibilité des semences dans les différents points de vente de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS)".

Le même responsable a également rappelé, dans le même contexte, les "mesures incitatives prises par l'Etat, notamment l'augmentation du prix de vente (par les agriculteurs) du quintal de pois chiches désormais fixé à 20.000 dinars".

FINANCES

Publication de la loi adaptant les règles de la compatibilité publique aux spécificités du Parlement

Les amendements apportés à la loi organique relative aux lois de finances, visant à adapter les règles de la compatibilité publique aux spécificités du Parlement, ont été publiés au Journal officiel (JO) n° 1.

Il s'agit de la loi organique n° 23-23 modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, signée par le président de la République, Abdelladjid Tebboune le 31 décembre dernier.

Les amendements approuvés ont porté sur l'article 23 de la loi organique des lois de finances, en instituant la notion "affectation spéciale" pour la différencier de la notion "affectation" prévue dans la loi organique 18-15.

Ainsi les deux chambres du Parlement et la Cour constitutionnelle ne seront pas ainsi concernées par "la performance" induite par la mise en œuvre des politiques publiques en matière de gestion budgétaire.

Les affectations spéciales regroupent les crédits destinés au recouvrement des dépenses des deux chambres du Parlement et de la Cour constitutionnelle et constituent des portefeuilles d'affectations spéciales, mis à la disposition des responsables de ces institutions, est-il stipulé dans cette nouvelle loi organique.

En vertu de ce nouveau texte, les crédits sont répartis, en vertu d'un décret détaillé, en fonction d'affectations spéciales et de titres, constituant ainsi, un ordre de paiement dans les comptes des institutions concernées.

La répartition initiale des crédits d'affectations spéciales peut être modifiée au



cours de l'année, par le biais de transfert ou de virement, est-il également mentionné dans le texte, ajoutant que les dispositions du présent article prennent effet, "à compter de la date de promulgation de la loi de finances pour 2024".

La révision de la loi organique relative aux lois de finances a été approuvée par une décision émanant de la Cour constitutionnelle émise après une saisine par le président de la République, par lettre datant du 10 décembre dernier, aux fins d'examiner la constitutionnalité de la loi organique modifiée et complétée. Publiée

dans le même numéro du JO, il s'agit de la Décision n° 05/D.C.C/CCC/23 du 20 décembre 2023 relative à la conformité dans la forme et le fond de la loi organique relative aux lois de finances, signée par le président de la Cour constitutionnelle Omar Belhadj.

Par ailleurs, plusieurs décrets prévoient la répartition des autorisations d'engagements et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition des différents secteurs ont été publiés dans le même JO.

COMPLEXE D'EL HADJAR

Les 215 ha de foncier industriel récupérés seront orientés vers la relance de projets d'investissement (Ministre)

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé lundi à Annaba que les 215 hectares de foncier industriel récupérés dans le périmètre du complexe sidérurgique d'El Hadjar seront orientés vers le lancement de projets d'investissement qui renforceront les capacités nationales de production de différents produits.

Lors d'une inspection du foncier récupéré, M. Aoun qui effectuait une visite de travail au complexe Sider El Hadjar, près d'Annaba, a précisé que 65 hectares de ce foncier industriel sont situés dans l'enceinte de l'usine.

Soulignant que la "priorité dans l'exploitation et la valorisation de cet important foncier, récupéré à proximité du complexe, sera donnée aux investissements structurants

relatifs aux branches sidérurgiques", le ministre a évoqué, dans ce contexte, "l'importance de développer un tissu industriel intégré à proximité du complexe d'El Hadjar".

M. Aoun a ajouté que les investisseurs qui y initieront des projets générateurs de richesses, publics ou privés, trouveront dans ce foncier récupéré dans le périmètre du complexe d'El Hadjar, où toutes les conditions sont réunies pour son aménagement et son raccordement aux différents réseaux, un terrain propice pour concrétiser leurs projets dans les meilleurs délais. Il a souligné, à ce propos, "la nécessité d'exploiter ce foncier industriel pour impulser une dynamique économique et sociale positive dans la région".

Il a, en outre, souligné que les efforts concertés au niveau

national pour récupérer le foncier industriel non utilisé ont permis, jusqu'à présent, la récupération de 6.000 hectares qui seront "orientés vers l'investissement et le développement d'activités productives à haute valeur ajoutée, conformément à la nouvelle loi sur l'investissement".

Lors de l'inspection du complexe sidérurgique, le ministre s'est enquis du fonctionnement du haut-fourneau n° 2, qui a repris son activité en décembre dernier après un arrêt de plus de trois mois, dû à des perturbations dans l'approvisionnement en coke (combustible utilisé, ndlr).

Il a souligné, in situ, la nécessité de "maîtriser l'approvisionnement en coke pour éviter les arrêts répétés du fourneau", soulignant, à ce propos, que les arrêts d'activité du haut-fourneau "ne

seront plus admis à l'avenir".

M. Aoun a également écouté trois exposés sur "les capacités de production actuelles du complexe d'El Hadjar et les perspectives de leur développement", la stratégie arrêtée, à court terme, pour le développement et la diversification de la production du complexe et "le projet de transferts technologique et énergétique à l'horizon 2030".

Les prévisions de production du complexe sidérurgique d'El Hadjar, pour l'exercice 2024, ont été fixées à 600.000 tonnes de produits ferreux plats et longs, de rond à béton, de tubes sans soudure et autres produits sidérurgiques, a-t-on souligné, rappelant que les exportations du complexe, qui emploie 5.605 travailleurs, ont atteint, en 2023, une valeur de 22 millions de dollars.

MÉDÉA

Entrée en production d'une usine de fabrication de cabines sahariennes et charpentes métalliques (direction locale)

Une usine de fabrication de cabines sahariennes et de charpentes métalliques, implantée dans la commune d'Oum-Djellil, au sud de Médéa, est entrée, lundi, en phase de production, a-t-on appris auprès de la direction de la wilaya de l'industrie.

Realisée dans le cadre de l'investissement privé, cette usine est spécialisée dans la fabrication de cabines sahariennes, de pylônes et supports électriques pour basse tension, de hangars et de charpentes métalliques, a expliqué le directeur local de l'industrie, Attef Boukerche. Durant sa première année

d'exploitation, l'usine produira, d'après le même responsable, 80 cabines sahariennes, 280 pylônes électriques, 800 supports pour lignes électriques basse tension, 32 hangars de différentes capacités, ainsi que 9.500 tonnes de charpente métallique.

L'objectif tracé par cette entreprise est de porter sa production annuelle, d'ici à cinq ans, à 180 cabines sahariennes, 500 pylônes, 2.500 supports électriques, 50 hangars et plus de 15.000 tonnes de charpente métallique, grâce à l'optimisation de ses lignes de production et au savoir-faire de son encadrement, a souligné

Attef Boukerche. Ce projet a permis de créer 175 emplois directs et 40 autres emplois indirects, avec la perspective d'augmenter cet effectif à 265 cadres et agents de maîtrise et d'exécution, au cours des cinq prochaines années ainsi que le doublement des emplois indirects, a précisé le même responsable.

En sus de son impact socioéconomique sur la région, cette unité industrielle est appelée à assurer des ressources financières "non négligeables" pour la commune d'Oum-Djellil, a-t-il conclu.

PÉTROLE

Le baril de Brent à 77,74 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole fléchissaient légèrement lundi, en raison de signes de demande plus faible.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,70%, à 77,74 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, baissait de 0,81%, à 72,09 dollars. "Le marché s'est rapidement tourné vers les signes de demande plus faibles", notamment la baisse du prix de vente du brut d'Aramco, la compagnie nationale saoudienne, pour ses clients asiatiques, selon les analystes. Le conflit au Moyen-Orient pourrait cependant à nouveau porter les cours du brut, mais pour les analystes, sans perturbation tangible de l'offre, la hausse des prix ne devrait pas durer.



MONNAIES

Le yen en repli face aux principales devises

Le yen reculait lundi face aux principales devises, les analystes tablant sur le fait que la Banque du Japon (BoJ) maintiendra sa politique de taux d'intérêt négatifs pendant une période prolongée.

Le yen perdait 0,56% face au dollar, à 145,71 yens, et tombait de 0,43% face à l'euro, à 159,35 yens.

contre-courant de nombreuses autres banques centrales qui ont vivement relevé leurs taux directeurs face

à l'inflation depuis l'an dernier, la BoJ conserve une politique monétaire dite ultra-accommodante, afin de soutenir l'économie nipponne qui reste fragile.

Cette politique implique notamment un taux de court terme négatif, fixé à -0,1% depuis 2016, qui a pour conséquence d'affaiblir le yen.

Or, "les attentes diminuent quant aux fait que la BoJ normalisera (sa politique monétaire, ndlr) à un rythme décent cette année", relèvent

des analystes. La livre se contractait également de 0,27% face au billet vert, à 1,2718 dollar, et baissait de 0,15% face à la monnaie unique européenne, à 85,98 pence pour un euro.

Les analystes estiment que l'amorce de la réduction du taux directeur de la BoE, attendue aux environs de mai, devrait intervenir plus tardivement que pour la Réserve fédérale (Fed) ou la Banque centrale européenne (BCE).

CHINE

L'industrie navale chinoise conserve sa position de leader du marché mondial en 2023

La Chine a maintenu sa position de leader sur le marché mondial de la construction navale en 2023, avec une croissance robuste de la production et des nouvelles commandes, selon des données de l'industrie publiées lundi.

La production navale du pays a progressé de 11,8% sur un an à 42,32 millions de tonnes de port en lourd (tpl) en 2023, ce qui représente 50,2% du total mondial, selon les données du

ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information. Les nouvelles commandes ont bondi de 56,4% en base annuelle à 71,2 millions de tpl, représentant 66,6% du total mondial au cours de cette période, d'après les chiffres du ministère. Les commandes en attente du secteur s'élevaient à 139,39 millions de tpl fin décembre, en hausse de 32% sur un an, soit 55% des parts du marché mondial.

AUTOMOBILE

Un nombre record de 553.000 voitures chinoises vendues en Russie en 2023

Les constructeurs automobiles chinois ont vendu un total record de 553.000 voitures en Russie en 2023, représentant près de la moitié des voitures commercialisées sur le marché automobile russe, selon les experts de l'industrie.

La part des voitures chinoises sur le marché russe est passée de 17% à 49%, selon un rapport publié vendredi par Otkritie Auto, l'unité commerciale

automobile de la banque russe Otkritie.

Trente marques de voitures chinoises ont été officiellement importées par des distributeurs en Russie l'année dernière, tandis que 15 à 17 marques ont pénétré le marché russe par le biais d'un canal commercial d'importations parallèles, par lequel des produits de marque sont importés sur un marché et y sont vendus sans

l'accord du propriétaire de la marque sur ce marché.

Les marques automobiles chinoises les plus populaires sont Haval, Chery et Geely.

Les experts d'Otkritie Auto pensent que les ventes de voitures chinoises en Russie vont encore augmenter cette année, Changan, Haval et Chery devant vendre près de 600.000 voitures au total.

ITALIE

Nouvel excédent commercial en novembre

L'Italie a dégagé en novembre un excédent commercial de 3,89 milliards d'euros, grâce essentiellement à la baisse de la facture énergétique, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat).

Le déficit de la balance énergétique est ainsi passé de -8,4 milliards d'euros en novembre 2022 à -4,85 milliards en novembre 2023.

En novembre 2022, la troisième économie de la

zone euro avait accusé un déficit commercial de 1,44 milliard d'euros.

Après une hausse de 3% en octobre, les exportations ont de nouveau baissé en novembre, perdant 4,4% sur un an.

Les exportations des métaux de base et de produits métalliques (-16,0%), de produits chimiques (-7,4%) et de moyens de transport, hors voitures (-23,0%) ont enregistré les plus fortes

baisse sur un an.

Les exportations ont en revanche augmenté pour les machines et équipements (+5,1%), les voitures (+16,6%) et les produits alimentaires, boissons et tabac (+3,9%).

Les pays vers lesquels les exportations ont le plus fortement baissé sont l'Allemagne (-6,4%), la Belgique (-13,7%), la France (-4,4%) et la Suisse (-23,7%). Elles ont en revanche augmenté vers les pays de l'Opep (+5,6%), les Etats-Unis (+5,0%), la Turquie (+7,8%) et la Chine (+5,8%). Les importations, qui reculent depuis mars, ont encore chuté, accusant une baisse de 8,9%.

Sur les onze premiers mois de l'année, l'Italie a enregistré un excédent commercial de 28,9 milliards d'euros, contre un déficit de 34,7 milliards d'euros sur la même période de 2022.

SUÈDE

Le taux d'inflation atteint 4,4 % en décembre

L'inflation a nettement ralenti en Suède en décembre sur un an, progressant de 4,4% contre 5,8% en novembre, a indiqué lundi l'agence nationale des statistiques (SCB).

Indicateur de référence pour la banque centrale, l'inflation corrigeée des évolutions des taux d'intérêt (CPIF) a elle aussi ralenti à +2,3%, contre +3,6% le mois précédent, "soit son plus faible niveau depuis juillet 2021", selon un communiqué de SCB.

"Cela s'explique principalement par

des prix de l'électricité significativement plus bas qu'en décembre 2022", explique Carl Martensson, statisticien de SCB cité dans le communiqué.

La Suède a souffert d'une inflation élevée atteignant +12,3% en décembre 2022, mais elle ralenti progressivement depuis, tout en restant à un niveau élevé. Le pays nordique doit faire face à la faiblesse de la couronne face à l'euro et au dollar, qui renchérit le prix de ses importations. La banque centrale suédoise (Riksbank) a fait une

première pause en novembre dans ses hausses de taux qu'elle relevait sans discontinuer depuis février 2022 pour atteindre 4%.

"L'inflation ralenti mais moins que prévu", relèvent les économistes de la banque suédoise SEB, dans une note.

"Nous pensons que la Riksbank voudra attendre que la BCE réduise ses taux pour éviter d'affaiblir la couronne", ajoutent-ils, prédisant une première baisse des taux en Suède en juin.

ALLEMAGNE

Hausse de l'inflation en décembre

L'inflation en Allemagne est bien repartie à la hausse en décembre, à 3,7%, mettant fin à plusieurs mois de baisse d'affilée, en raison d'un rebond des prix de l'énergie, selon des chiffres définitifs publiés mardi.

La hausse des prix à la consommation a gagné 0,5 point de pourcentage par rapport en novembre, a indiqué l'institut de statistique Destatis, confirmant des chiffres dévoilés début janvier.

Sur l'ensemble de l'année 2023, marquée par l'accalmie sur les prix de l'énergie, l'inflation a été en moyenne de 5,9%, après 6,9% en 2022, du jamais vu depuis la Réunification en 1990.

La hausse de décembre, qui intervient après cinq mois de fort ralentissement après que l'indicateur a atteint des sommets atteints début 2023, autour de 9%, s'explique par un effet de base sur les prix de l'énergie.

Ces derniers ont grimpé de 4,1% sur un an, après une baisse de 4,5% en novembre, alors qu'une aide gouvernementale avait été versée aux ménages en décembre 2022.

L'inflation alimentaire reflue pour le neuvième mois de suite, mais reste très élevée, à 4,6% sur un an, révisée 0,1 point à la hausse par rapport aux dernières estimations.

La hausse des prix des services continue de ralentir, à 3,2%, notamment du fait d'un abonnement bon marché à 49 euros pour les usagers des trains et bus dans tout le pays.

Servant de référence à la Banque centrale européenne (BCE), l'indice des prix harmonisé a lui aussi accéléré en décembre à 3,8% sur un an, s'éloignant de nouveau de l'objectif de 2%.

Sur l'ensemble de l'année, il atteint 6,0%. Ces données confortent le discours prudent de la BCE qui évite de crier trop tôt victoire sur l'inflation, et pourraient semer le doute sur un scénario attendu par les observateurs d'une première baisse des taux par l'institution de Francfort au printemps 2024.

Le PIB en baisse de 0,3 % en 2023

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a enregistré une baisse de 0,3% en 2023, a indiqué lundi l'institut Destatis.

Cette baisse attendue du PIB de la première économie européenne succède à une croissance de 1,8% en 2022, selon des données corrigées des variables de prix.

Au dernier trimestre 2023, le PIB est estimé en recul de 0,3% par rapport au trimestre précédent, selon une estimation préliminaire de Destatis. En données corrigées des variables de calendrier et de prix, le PIB annuel chute de 0,1%. Ces résultats sont toutefois un peu meilleurs que les prévisions du gouvernement et du FMI, qui prévoient respectivement une chute de 0,4% et de 0,5% durant l'année.

"L'évolution économique globale a marqué le pas dans un environnement toujours marqué par les tensions géopolitiques", a commenté Rutu Brand, la présidente de l'institut Destatis.

L'économie allemande a été plombée durant toute l'année par la crise de son puissant secteur industriel, qui représente environ 20% de la richesse produite dans le pays.

La production reste inférieure de plus de 9% à son niveau d'avant la pandémie, près de quatre ans après le début de la pandémie de Covid-19, en raison d'une conjonction de facteurs.

Le secteur a été d'abord plombé tout au long de l'année par une demande inférieure atomie, en raison de l'inflation et des hausses de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE).

Sur l'ensemble de l'année 2023, l'inflation a progressé de 5,9% en Allemagne, après 6,9% en 2022, qui était la valeur la plus élevée depuis 1973. La branche a aussi été pénalisée par des exportations moins dynamiques, sur fond de tensions géopolitiques et de plus faibles demandes en produits allemands en Chine et aux Etats-Unis.

L'économie allemande devrait toutefois amorcer une reprise l'an prochain.

Le gouvernement s'attend à une reprise de 1,3%, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 0,9% pour la croissance allemande.

ORAN

Elaboration d'un guide arabe-tamazight de 50 recettes culinaires populaires tombées en désuétude

L'Association des jeunes des échanges touristiques d'Oran a entamé l'élaboration d'un guide bilingue, en arabe et en tamazight, dans lequel seront répertoriés pas moins de 50 plats populaires de la cuisine algérienne tombés en désuétude ou menacés de disparition, a-t-on appris de son président, Harkous Rachid.

L'initiative vise à faire connaître les recettes culinaires populaires des différentes régions du pays menacées de disparition et à "exhumer" ceux tombés carrément en désuétude, a déclaré M. Harkous. Ces plats étaient autrefois en vogue en Algérie et étaient proposés, en hiver comme en été, lors de divers manifes-

tations et événements traditionnels comme les "Maoussem" et les "Waadate", ainsi que lors de fêtes familiales, a-t-il fait savoir.

Ce projet vise à consigner ces recettes culinaires traditionnelles et à les promouvoir auprès des professionnels de la restauration, dans le but de les préserver et de les vulgariser au-

près de leurs clients. Le président de l'Association des échanges touristiques d'Oran a indiqué que 35 plats sur les 50 ciblés, dont l'appellation se décline différemment d'une région à une autre, ont été recensés, depuis novembre dernier.

M. Harkous a fait savoir que le guide, en cours d'élaboration, se propose, entre autres,

de vulgariser les recettes auprès du large public, y compris par l'énumération des ingrédients utilisés et des modes de préparation de ces plats populaires. L'idée de l'élaboration du guide a germé suite aux différentes sorties organisées à travers plusieurs régions et wilayas du pays par l'association, a encore fait savoir la même source.

NÂAMA

Lancement du recensement hivernal annuel des oiseaux migrateurs (Conservation des forêts)

La Conservation des forêts de la wilaya de Nâama a lancé, lundi, le recensement des oiseaux d'eau migrateurs, une opération hivernale annuelle, qui se poursuit jusqu'à la fin janvier en cours, a-t-on appris auprès de cette instance.

Cette opération, qui se déroule en collaboration avec la Conservation des forêts et plusieurs bénévoles et adhérents du réseau national des observateurs spécialistes dans la surveillance ornithologique, vise à enrichir la base de données et l'analyse de la dynamique temporelle et spatiale des espèces d'oiseaux arrivant sur le territoire de la wilaya, a souligné le chef du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités de chasse de la Conservation des forêts, Sahnoune Mohamed. Les groupes d'oiseaux mi-

grateurs, qui seront inspectés et surveillés dans la wilaya sur une vingtaine de sites, dont trois zones classées au titre de la Convention internationale de Ramsar, constituent un indicateur de l'état de santé de l'écosystème existant dans les zones environnementales humides de la wilaya et un maillon important de la diversité biologique", a souligné le même intervenant.

Cette opération comprend plusieurs zones de villégiature des oiseaux d'eau, lors de leur voyage hivernal, notamment le bassin "Dayra", le lac "Aïn Ouarka", la retenue collinaire de "l'Oasis de Tiout", la zone de Rogassa "Dayat Mehdi", "El-Hamra", "Oum Ledjem", "Draa El Oud", "Hawdh Ariche", "Ouzguet", "Fonassa", "Hadjadj" et d'autres. Pour rappel, lors de l'opération d'inventaire de l'an-

née écoulée, environ 180 espèces d'oiseaux ont été observées et dénombrées, réparties en 45 familles, dont une trentaine d'espèces d'oiseaux d'eau, la plupart appartenant aux espèces de canards Tadorne Kazarka érisomates à tête blanche, canards charognards et pintades rayées, outre des espèces de poules d'eau, de pintade Faucille et Héron cendré, a-t-on ajouté.

Dans le même contexte, la Conservation des forêts de la wilaya a programmé plusieurs activités de sensibilisation au profit des élèves et des étudiants universitaires, outre des déplacements et des expositions autour de l'environnement à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides, coïncidant avec le 2 février de chaque année.

ALGER

Démantèlement d'une bande de trafic de psychotropes à Zaatria

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de Zaatria (Alger ouest) ont démantelé une bande de quartier qui menaçait les habitants avec des armes blanches et des chiens et s'adonnaient au trafic de comprimés psychotropes en ciblant les mineurs, a indiqué lundi un communiqué de ce corps. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, notamment les bandes de quartier, et de la préservation de la sécurité, les éléments du Groupe territorial de la Gendarmerie nationale de Zaatria, dans la wilaya d'Alger, ont démantelé une dangereuse bande de quartier qui semait la terreur, menaçait les habitants avec des armes blanches et des chiens et s'adonnaient au trafic de comprimés psychotropes en ciblant tout particulièrement les mineurs", a précisé le communiqué. Cette opération s'est soldée par "l'arrestation des membres de la bande, à savoir six (6) repris de justice, et la saisie d'armes blanches, d'un chien dangereux et de téléphones portables", selon la même source.

Après parachevement de toutes les procédures légales, les mis en cause seront déférés aux juridictions compétentes pour association de malfaisants et détention et port d'armes blanches sans motif légitime, dans le cadre d'une bande de quartier en vue de créer un climat d'insécurité, a conclu le communiqué.

BECHAR

Saisie de 3 kg de kif traité

Une quantité de trois (3) kg de kif traité a été saisie et un réseau de présumés trafiquants de drogues composé de quatre (4) individus a été démantelé par les éléments de la sûreté de la daïra de Kenadza (18 km au sud-ouest de Bechar), a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. "Le démantèlement de ce réseau criminel a été réalisé suite à des informations parvenues à la même sûreté de daïra faisant état de la préparation par les membres de ce réseau du transport et l'acheminement d'une importante quantité de drogue", a précisé la même source.

La mise en place d'un dispositif de recherches et d'investigations, permis l'identification des membres de ce réseau criminel suite d'une perquisition ordonnée par la justice du domicile de l'un de ses membres, ce qui a permis la découverte par les policiers cette quantité de kif traité et un montant de plus d'un (1) million dinars, représentant des revenus de la commercialisation illicite de la drogue, a-t-on expliqué.

Après l'achèvement des procédures policières et judiciaires, les quatre individus membre du même réseau âgés entre 32 et 36 ans ont été présentés devant la justice, et mis en détention provisoire, en attendant leur comparution devant l'instance judiciaire compétente, a-t-on conclu.

AIN DEFLA

Distribution prochaine de plus de 4.000 ruches pleines (Direction)

Un quota de 4.170 ruches pleines, avec leurs équipements, sera distribué durant mars et avril prochains au profit de jeunes agriculteurs de la wilaya d'Aïn Defla, dans le but de développer la filière apicole, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ces 4.170 ruches pleines avec leurs équipements d'élevage apicole seront distribuées au profit des petits apiculteurs de la wilaya dans le cadre de l'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles, a indiqué à l'APS le premier responsable du secteur, M. Bourahla. Les services agricoles ont recensé 417 jeunes bénéficiaires de ce programme et qui sont issus d'une trentaine de communes de la wilaya, notamment celles situées en zones rurales et zones montagneuses, a ajouté M. Bourahla.

Le choix des bénéficiaires, dont la liste est validée par le comité technique de wilaya, a été effectué sur la base de décision ministérielle n° 365, du 14 avril 2018, fixant les conditions d'éligibilité au soutien aux petits agriculteurs dans le cadre du Fonds national de développement rural (FNDR), a-t-il assuré.

Ce programme d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe de 80 millions de DA, est d'une consistance totale de 8.000 ruches pleines avec équipements qui seront distribuées durant cette année au profit d'apiculteurs de la wilaya, a-t-on appris auprès de la DSA.

Pour rappel, un quota de 3.500 ruches pleines et leurs équipements a été distribué aux bénéficiaires entre 2021 et 2023 à Aïn Defla, dont un lot de 1.380 ruches pleines en 2021, 500 ruches en 2022 et un lot de 1.620 ruches distribuées en 2023.

A noter que le parc apicole de la wilaya d'Aïn Defla est estimé à plus de 24.000 ruches pleines et plus de 1.500 apiculteurs recensés, tandis que la production annuelle dépasse les 800 quintaux de miel, selon les mêmes services.

TIZI-OUZOU

Examen de 300 dossiers/mois de constructions illicites en 2024 (Wali)

Autour de 300 dossiers de régularisation de constructions illicites seront traités mensuellement à Tizi-Ouzou durant l'année 2024 dans le cadre de la loi 08/15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement, a indiqué lundi le wali Djalil Doumi. S'exprimant en marge d'une journée d'étude sur la nouvelle loi 23/18 du 28 novembre 2023 relative à la protection et à la préservation des terres de l'Etat, organisée par la cour de justice de Tizi-Ouzou, M. Doumi a indiqué "avoir donné instruction aux directions et organismes concernés pour accélérer le traitement des dossiers des constructions illicites après la prolongation par les pouvoirs publics des délais de cette loi". "Nous allons travailler à libérer 300 dossiers par moi d'ici le 31 décembre prochain pour assainir cette situation", a-t-il affirmé relevant l'existence d'un nombre consistant de dossier de régularisation en instance", sans toutefois avancer un chiffre global précis. Concernant la nouvelle loi 23/18, objet de la journée d'étude, il a souligné qu'elle "apporte les mécanismes nécessaire à la préservation et protection des terres de l'Etat, clarifie les mesures et modalités de prise en charge des constructions illicites et définit la notion de gestionnaire des terres relevant du domaine de l'Etat". Dans ce sillage, et à propos de l'opération de cadastrage des terrains, publics et privés, lancée au début des années 2000 dans la wilaya de Tizi-Ouzou, il a indiqué qu'elle "avoisine les 32% de couverture jusqu'à présent".

Des communications sur l'applicabilité de la nouvelle loi 23/18 ont été présentées par des magistrats et un officier de la police judiciaire au profit des responsables et élus locaux.

Ont pris part à cette rencontre de vulgarisation de la nouvelle loi 18/23 portant protection et préservation des terres relevant du domaine de l'Etat l'ensemble des organismes, directions et élus locaux concernés par la gestion des biens et du patrimoine de l'Etat. La rencontre a été une occasion pour les différents intervenants d'exposer les contraintes rencontrées sur le terrain et la manière de mettre en application les dispositions de cette nouvelle loi. Une rencontre similaire a été organisée le 19 décembre dernier au tribunal de Tizi-Ouzou, au nord de Tizi-Ouzou, par la cour de justice locale. Pour rappel, au terme du vote au parlement du texte de la loi en question en novembre dernier, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, avait affirmé que cette loi "considérait les mécanismes de protection des terres relevant du domaine de l'Etat, dans le cadre d'une batterie de lois ayant pour but d'assoir l'autorité de l'Etat et de lutter contre la criminalité, toutes formes confondues, qui porteraient atteinte aux biens de la collectivité nationale".

Ce nouveau texte de loi est à même de "faire face au phénomène des constructions anarchiques ayant défiguré le paysage urbain, de rationaliser l'usage des terres relevant du domaine de l'Etat, mais aussi de les ériger en source d'investissement et mécanisme efficace de développement", a-t-il dit.

BRÉSIL

Inondations à Rio: le bilan monte à 12 morts

Douze personnes sont mortes dans la région de Rio de Janeiro après les inondations du week-end, selon le dernier décompte annoncé lundi par les autorités, qui poursuivaient les opérations de secours à des populations en plein désarroi.

Le gouverneur de Rio, Claudio Castro, a donné ce nouveau bilan lors d'une conférence de presse, se "solidarisant avec les familles des douze victimes que l'on dénombre jusqu'à présent". En début de soirée, il a affirmé sur X (ex-Twitter) que la priorité était "l'assistance aux victimes". Ce sont des quartiers défavorisés et des communes populaires du nord de l'agglomération brésilienne qui ont été frappés par les inondations et des glissements de terrain. Lundi, certaines zones de la commune de Duque de Caxias offraient un spectacle

de désolation, ont rapporté des médias. Des habitants ont recouru à tous les moyens possibles, radeau, barque ou planche de surf, pour traverser les zones inondées et tenter de récupérer des biens abandonnés chez eux. Dans certains secteurs, l'eau est montée jusqu'à 1,50 m. Les pompiers ont multiplié les interventions à travers l'agglomération depuis dimanche. "Nous avons beaucoup d'opérations à mener" mais "nombre de personnes ne veulent pas quitter leurs maisons, par peur d'abandonner toutes leurs affaires", a expliqué Anderson Mariano, commandant des pompiers de l'Etat de Rio. Les pluies avaient profondément perturbé la circulation sur certains axes, où l'eau était allée jusqu'à atteindre le capot des voitures. Des lignes de bus avaient dû être fermées, de même que des stations de métro. Lundi, malgré une amélioration d'ensemble, des difficultés de transport subsistaient. Les épisodes de fortes pluies ne sont pas exceptionnels dans la région mais sont rarement aussi meurtriers. La ville de Rio avait par ailleurs été très durement touchée par des vagues de chaleur inédite en fin d'année.

MANCHE

Cinq migrants meurent en tentant de gagner le Royaume-Uni

Cinq migrants sont morts en France dans la nuit de samedi à dimanche, alors qu'ils tentaient de rejoindre une embarcation à la mer dans une eau glaciale pour traverser la Manche, le premier drame meurtrier de 2024 au large des côtes françaises. Une sixième personne a été transférée "en urgence absolue" à l'hôpital de Boulogne-sur-Mer (nord), a indiqué la Préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord (Prémar), faisant également état d'un blessé léger et de 32 rescapés. Selon le parquet de Boulogne-sur-Mer, "le bateau a été mis à l'eau à distance du rivage, 12 à 15 personnes étaient à bord, d'autres s'apprêtaient à monter" quand il "a basculé" à cause de "la houle et de la marée montante". Un remorqueur d'intervention, "en patrouille dans la zone", a été mobilisé et l'équipage a identifié sur place "des personnes inanimées et inconscientes",

dans une eau à neuf degrés, selon la Prémar. Les "investigations en mer" pour retrouver d'éventuelles personnes en difficulté liées à ce naufrage "se sont poursuivies dans ce secteur jusqu'en milieu de matinée" et "aucune nouvelle découverte n'a été faite", a détaillé la préfecture maritime. Mais "nous ne sommes pas à l'abri de trouver d'autres corps dans les heures qui viennent", a précisé le préfet. Selon la Prémar, "un peu plus d'une centaine de personnes ont pris la mer depuis cette nuit pour tenter de traverser la Manche" et "plus d'une soixantaine de personnes ont été secourues". Douze migrants ont perdu la vie en 2023 en tentant de traverser la Manche, selon la Prémar. En 2023, 29.437 migrants ont rejoint illégalement les côtes anglaises, contre 45.774 en 2022, année record, selon des chiffres du ministère britannique de l'Intérieur.

ILE MAURICE

Alerte maximale au passage du cyclone Belal

L'île Maurice est placée mardi en alerte maximale au passage du cyclone Belal qui a balayé le petit pays de l'Océan indien avec des pluies torrentielles, causant de nombreux dégâts. Le niveau d'alerte sur l'île de 1,3 million d'habitants a été relevé à 4, le niveau maximum, au passage de ce cyclone qui avait auparavant frappé la Réunion et fait un mort. Le gouvernement a ordonné à tous les habitants de rester chez eux, mais le service météorologique a indiqué que la tempête se déplaçait désormais vers l'est, loin de la nation insulaire. A Maurice, des milliers de personnes se sont retrouvées

sans électricité et de nombreuses voitures ont été submergées par les eaux. L'île a été touchée lundi par des pluies torrentielles et des vents enregistrés à plus de 100 km/h. L'aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam a annoncé sa fermeture "à partir de 16H30 (heure locale, 12H30 GMT) jusqu'à nouvel ordre". La police a indiqué que le corps d'un motocycliste avait été retrouvé sur une autoroute inondée, victime d'un accident de la route. Le Premier ministre Pravind Kumar Jugnauth, dans une déclaration à la télévision nationale lundi, a confirmé un décès. Le cyclone Belal se trouve à

environ 150 kilomètres au sud-sud-est de Maurice et se déplace vers l'est à une vitesse d'environ 15 kilomètres par heure, selon le MMS. Il est touristique prisée pour ses plages de sable blanc et ses eaux cristallines. Maurice avait été frappée en février 2023 par de fortes pluies et des vents violents du cyclone Freddy, qui avait ravagé le sud-est de l'Afrique, notamment au Malawi, au Mozambique et à Madagascar. Une dizaine de tempêtes ou cyclones traversent chaque année le sud-ouest de l'océan Indien pendant la saison cyclonique, qui s'étend de novembre à avril.

VIOLENCES EN ÉQUATEUR
Réunion des ministres des pays andins contre la criminalité transfrontalière

Les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense des pays andins se réuniront en urgence dimanche prochain à Lima pour évoquer les problèmes de la criminalité transfrontalière liée au narcotrafic, qui a plongé la semaine dernière l'Équateur dans une crise sécuritaire majeure.

"Nous devons mettre fin au trafic de drogue, qui est la principale source de financement de ce problème qui a généré la mort, le chaos et l'anxiété chez notre voisin" en Équateur, a déclaré lundi le Pre-

mier ministre péruvien Alberto Otarola, annonçant la réunion des ministres péruviens, boliviens, colombiens et équatoriens. Pour faire face à la criminalité transfrontalière, ils chercheront à approfondir la coopération par le biais de "systèmes de renseignement, de la police et des forces armées", a-t-il ajouté.

Autrefois un havre de paix, l'Équateur est devenu ces dernières années le centre d'expédition vers les États-Unis et l'Europe de la cocaïne produite chez ses voisins colombien et péruvien, après des années

INDONÉSIE

6.500 personnes évacuées après l'éruption du volcan Laki-Laki

Environ 6.500 personnes sur l'île de Flores, en Indonésie, ont été évacuées après que le volcan Laki-Laki du Mont Lewotobi a craché d'épais nuages de cendres brûlantes au cours des derniers jours, ont rapporté les médias locaux, citant les autorités locales. Aucune victime ni dégât majeur n'ont été signalés jusqu'à présent, selon les mêmes sources. Le Laki-Laki, l'un des 120 volcans actifs d'Indonésie, est entré en éruption 40 fois depuis le 14 janvier, avec des colonnes de nuages chauds s'élèvant de 500 à 1.500 mètres. Les habitants des villages voisins ont dû se réfugier chez des proches ou dans des centres d'évacuation, les autorités ayant relevé le niveau d'alerte du volcan au niveau le plus élevé le 9 janvier. Les autorités ont demandé à la population locale, ainsi qu'aux touristes, de rester à l'écart dans un rayon de 4 km autour de la zone d'éruption et d'être conscients du risque de déferlement de lave froide dans les rivières en amont du pic en cas de pluies intenses. La veille, un autre volcan, Marapi, situé sur l'île de Sumatra, est entré en éruption, pour la deuxième fois depuis décembre dernier, en crachant de la fumée et des cendres. Au moins 100 personnes ont été évacuées depuis le 12 janvier. L'Indonésie est située à cheval sur la "ceinture de feu du Pacifique", une zone de forte activité sismique située au sommet de plusieurs plaques tectoniques.

ETATS-UNIS

Tempête hivernale: plus de 1200 vols annulés

Plus de 1.200 vols ont été annulés et 4.700 autres ont été retardés à travers les Etats-Unis en raison de la tempête hivernale qui s'abat notamment sur la partie Est du pays, rapporte CNN dimanche. Dans l'Etat du Michigan, où plus de 140.000 foyers sont privés d'électricité, 40% des vols ont été retardés au niveau de l'aéroport de Detroit, alors que l'aéroport de Buffalo à New York a annulé 60% de ses vols. Au niveau de l'aéroport de Chicago (Illinois), près de 550 vols ont été reportés. Dans l'Etat de l'Iowa, qui accueille lundi le caucus du parti républicain, la tempête de neige a causé l'annulation de plusieurs événements prévus dans le cadre de la campagne des candidats. Pour CNN, ces retards de voyage aggravent une semaine déjà difficile pour les compagnies aériennes et leurs passagers. La compagnie Alaska Airlines avait annulé environ 20% de ses vols quotidiens depuis samedi dernier, après l'immobilisation de ses 65 avions Boeing MAX 9 suite à l'explosion d'un panneau de cabine en plein vol. Suite à cet incident, l'autorité américaine de l'aviation civile (FAA) a ouvert une enquête, tout en décidant de renforcer la surveillance des appareils de Boeing. De son côté, United Airlines a décidé de suspendre temporairement l'utilisation de tous ses Boeing 737 MAX 9 afin de procéder aux inspections requises par la FAA. "Nous travaillons avec la FAA pour clarifier le processus d'inspection et les conditions de remise en service de tous les avions MAX 9", a déclaré la compagnie dans un communiqué. L'administrateur de la FAA Mike Whitaker avait indiqué que le régulateur américain requiert l'inspection immédiate de certains Boeing 737 MAX 9 avant qu'ils puissent reprendre le service.

ISLANDE

L'éruption volcanique s'est calmée, selon la protection civile

L'activité volcanique dans le sud-ouest de l'Islande semble s'être calmée, a indiqué, lundi, la protection civile islandaise, au lendemain d'une éruption qui a touché la ville portuaire de Grindavik, mettant le feu à trois habitations. "La nuit s'est déroulée sans incident", a déclaré Hjörðis Guðmundsdóttir, porte-parole de la Protection civile islandaise. Nous sommes allés observer (le site de l'éruption, ndlr) et nous pouvons dire que le flot de lave y est moins important. Le déplacement de magma provenant de la deuxième fissure, plus petite, semble s'être arrêté", a-t-elle ajouté auprès de la radio-télévision publique islandaise. Un volcan est entré en éruption dimanche matin à proximité du port de pêche de Grindavik, dans le sud-ouest du pays. Deux fissures se sont ouvertes dont l'une en lisière des premières habitations, selon l'office météorologique islandais (IMO). La coulée de lave a atteint la ville portuaire, déjà en mauvais état à cause de crevasses sur les routes et de bâtiments publics fissurés, mettant le feu à trois habitations vides. Les quelques dizaines d'habitants réinstallés fin décembre à Grindavik avaient été évacués en urgence la veille. La ville, qui abrite habituellement près de 4.000 habitants, avait été évacuée une première fois le 11 novembre par précaution après des centaines de séismes provoqués par le déplacement du magma sous la croûte terrestre - signe précurseur d'une éruption volcanique. Ils avaient ensuite pu retourner brièvement chez eux peu après l'éruption du 18 décembre et de façon permanente le 23 décembre, mais seuls quelques dizaines d'habitants avaient choisi de se réinstaller à Grindavik. Trente-trois systèmes volcaniques sont considérés comme actifs dans ce pays de feu et de glace, région la plus volcanique d'Europe.

d'expansion des cartels transnationaux. Les trafiquants de drogue ont peu à peu imposé leur loi dans ce pays, livré à la violence des bandes criminelles et à la corruption qui gangrène la société. L'annonce de l'évasion le 7 janvier du complexe de Guayaquil (sud-ouest) du redouté chef du gang des Choneros Adolfo Macias, alias "Fitó", a provoqué une vague de mutineries avec prises d'otages dans au moins cinq prisons, des attaques contre les forces de l'ordre et d'autres actes ayant visé à semer la terreur. En réaction plus de 22.400 militaires

ont été déployés, avec des patrouilles terrestres, aériennes et maritimes, tandis qu'un couvre-feu a été imposé. Dimanche, les forces de sécurité équatoriennes ont annoncé avoir repris le contrôle des prisons et libéré plus de 200 otages aux mains des mutins et procédé à plus de 1.300 arrestations. Au moins 19 personnes sont mortes dans ces violences. Le Pérou et la Colombie ont renforcé la sécurité à leurs frontières pour éviter l'entrée sur leur territoire des membres de gangs traqués.

APS

COUVERTURE SANITAIRE

Augmentation du nombre des médecins spécialistes au profit des régions du Sud (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé, dimanche à Alger, l'augmentation du nombre des médecins spécialistes au profit des régions du sud, afin de garantir "une couverture sanitaire large et équitable pour toutes les régions du pays". Lors d'une rencontre d'évaluation du Plan d'action du malade (PAM), le ministre a précisé que le budget du secteur pour cette année "a atteint plus de 42 milliards DA", ce qui contribuera à "assurer une couverture sanitaire large et équitable pour toutes les régions du pays".

A ce propos, il a fait état de l'affectation de "146 spécialistes aux régions du sud, tout en œuvrant à la formation de 200 spécialistes/an pour les affecter à ces régions". Le ministre s'est, en outre, félicité, des résultats du secteur en matière de promotion des prestations du Service public, affirmant que la transformation des salles de soin en centres sanitaires "a contribué au rapprochement de la Santé du citoyen, notamment pour la sélection des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge au niveau des établissements hospitaliers". Le ministère a mis en place un programme pour la prise en charge des patients cancéreux par la création de petits centres spécialisés, a-t-il ajouté.

Concernant la formation, le responsable a souligné que le ministère avait "consentis des efforts considérables pour actualiser les connaissances et se mettre, ainsi, au diapason des avancées réalisées en la matière, dans l'objectif de doter les nouveaux et anciens établissements des compétences nécessaires".

Quant à la numérisation du secteur, M. Saihi a rappelé que "l'opération commence à donner ses fruits sur le plan de l'organisation des urgences médico-chirurgicales et de la gestion du dossier du patient".

Il a été procédé, lors de cette rencontre, à la présentation des résultats du PAM par le DG des services de la santé au ministère, Pr. Lyes Rehal qui a souligné "la nécessité de poursuivre les efforts afin de promouvoir les conditions de travail et les prestations destinées aux patients".

INDUSTRIE

PHARMACEUTIQUE

Projet d'une usine de fabrication de gélules de gélatine à Sidi Bel-Abbès

Le fabricant de gaz médical RayanOX, implanté principalement à Oran, compte prochainement élargir ses activités et se lancer dans la production des gélules en gélatine, avec le projet d'une usine qui sera implantée à Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de son directeur, Mohamed Amine Tazi. "Les autorisations et les agréments de ce nouveau projet sont finalisés", a indiqué à l'APS M. Tazi, ajoutant que "l'usine entrera en production à la fin de l'année 2024". L'Algérie dépense une moyenne de 35 millions d'euros pour l'importation des gélules en gélatine, et ce projet permettra de réduire la facture d'importation et de générer des revenus en devises étrangères, grâce à l'exportation d'une partie de la production", a-t-il souligné.

La nouvelle usine, d'une capacité de 7 milliards de capsules par an, est en mesure de couvrir les besoins du marché national, avec 50% de sa production, alors que les 50% restants seront destinés à l'exportation vers l'Afrique, l'Europe et le Moyen Orient, a-t-on fait savoir de même source. Ce projet, qui nécessite un investissement de 6 milliards de DA (45 millions d'euros), s'inscrit dans la politique de l'Etat, en ce qui concerne la réduction de la facture d'exportation, en plus de la création de produits à valeur ajoutée. A noter que ces gélules sont fabriquées à partir de dérivés du gaz naturel.

M. Belgoumidi a indiqué que l'équipe de ce bureau assure l'accompagnement de cette frange de la société pour effectuer des examens, analyses et soins, ainsi que la programmation d'interventions chirurgicales, si nécessaire, et ce dans les meilleurs délais et conditions.

Cette initiative intervient

après que le comité d'assistance médicale relevant de la direction ait constaté la situation "précaire" de Moudjahidine, et de veuves de Chouhada, lors de visites quotidiennes aux personnes concernées à travers le territoire de la wilaya, accompagné d'équipes médicales relevant du secteur de la

santé pour leur prodiguer des soins à domicile.

Selon M. Belgoumidi, cette opération intervient en application des termes d'une convention signée entre les directions des Moudjahidine et de la Santé, qui a été couverte par l'ouverture, débutembre dernier, de deux bureaux similaires, le pre-

mier à l'hôpital "Youssef Damerdjii" au chef-lieu de wilaya et le second à l'hôpital "Tahar Mimouni" à Sougueur. Les deux parties s'emploient à ouvrir d'autres bureaux dans les hôpitaux de Rahouia, Mahdia et Ksar Chellala, ainsi qu'un centre de traitement du cancer, prochainement.

ORAN

Ouverture de la 1^{ère} édition du Salon international "sport, santé et nutrition"

La première édition du salon international "sport, santé et nutrition" s'est ouverte lundi à Oran avec la participation de plus de 50 exposants, dont cinq étrangers représentant notamment l'Allemagne, l'Espagne et l'Egypte. Organisé par la société "Oufouk", spécialisée dans l'accompagnement des investisseurs et l'organisation des événements professionnels, ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 18 janvier en cours au Centre des conventions Mohamed-Benahmed, vise à "encourager la pratique sportive dans un cadre sain", a déclaré à l'APS la représentante de l'entreprise organisatrice, Bennabi Chahrazed.

"Nous avons remarqué que plusieurs jeunes recourent à des compléments

alimentaires nuisibles au corps et à la santé. D'autres usent de produits à haut risque dans l'optique de perdre du poids. Cet événement, auquel prennent part des professionnels de sport, des nutritionnistes et des médecins, est une aubaine pour les visiteurs pour profiter des conseils prodigués par ces spécialistes", a-t-elle précisé. Des invités de marque sont attendus à ce rendez-vous, à l'instar de l'Egyptien Mamoudou Has-San Elssibay, plus connu sous le célèbre surnom de "Big Ramy", champion du monde arabe en bodybuilding, et le coach français spécialisé dans la condition physique, Didier Reiss.

Ces derniers, en plus d'autres professionnels du monde du sport, animent, en marge de ce salon, des

conférences et prodigueront de précieux conseils aux pratiquants, a encore souligné Mme Bennabi.

Au niveau des stands du salon, on procède aussi à l'exposition et vente de matériels et équipements sportifs, ainsi qu'à la présentation de cours dans la préparation de repas sanitaires, souligne-t-on de même source. Le salon a connu, au cours de son premier jour, une affluence nombreuse de la part des spécialistes et des amateurs de sport, d'autant plus que l'occasion est propice pour se procurer, entre autres, équipements, articles sportifs et compléments alimentaires certifiés à des prix jugés intéressants, profitant des réductions proposées par certaines entreprises participantes.

CONSTANTINE

Mise en service d'un Centre régional de médecine du sport

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Constantine a bénéficié d'un Centre régional de médecine du sport (CRMS), mis en service récemment, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Le CRMS, réalisé à l'intérieur du pôle sportif Abdellahamid Damache situé à proximité immédiate du stade Chahid Hamlaoui, constitue un "espace stratégique de mise en forme pour les athlètes", a souligné la même source. La mise en service de ce centre contribuera à l'amélioration du rendement sportif national, soutient-on.

L'infrastructure a été dotée, il y a quelques jours, d'un équipement médical et de relaxation de pointe permettant aux sportifs concernés de bénéficier de prestations de qualité, selon la même source qui a mis l'accent sur l'impact qu'aura de ce centre régional dans l'accompagnement des efforts de l'Etat s'agissant de la promotion de l'activité sportive nationale.

Un staff médical composé de médecins spécialistes en médecine du sport et médecins généralistes, entre autres, a été mobilisé sur place pour permettre un meilleur encadrement thérapeutique de cette infrastructure, réalisée dans

le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale du sport dans son volet relatif à la prise en charge et au suivi médical des sportifs, a souligné la même source.

Dans ce cadre, un comité de coordination regroupant des cadres de la wilaya et des directions de la jeunesse et des sports, et de la santé a été mis en place en vue de réu-

nir toutes les conditions nécessaires permettant un meilleur fonctionnement de cette infrastructure au service du sport national, selon la même source.

COMMERCE

Les pharmaciens autorisés à vendre des équipements médicaux et produits parapharmaceutiques

Le Directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Samy Kolli a affirmé que le code actuel de l'activité Pharmacie inscrit au registre de commerce (101 602) autorise toujours le pharmacien à vendre une liste de produits en vertu de l'arrêté n° 1995 fixant la liste des marchandises autorisées à la vente dans les officines, ajoutant que le ministère n'avait pas interdit aux pharmaciens d'officine de commercialiser les équipements médicaux et les produits parapharmaceutiques.

"Le code actuel de l'activité Pharmacie inscrit au registre de commerce (101 602) autorise le pharmacien à vendre une liste de produits en vertu de l'arrêté n° 52 du 10 juillet 1995 fixant la liste des marchandises autorisées à la vente dans les officines", a précisé M. Kolli dans une déclaration à l'APS, affirmant la possibilité de "commercialiser les produits médicaux, d'hygiène et ceux destinés aux nourrissons et aux enfants ainsi que les produits d'esthétique et d'hygiène corporelle".

Pour ajouter la mention "vente d'équipements médicaux ou produits parapharmaceutiques" dans le code 101 602, "le pharmacien devrait formuler une demande à la commission d'actualisation de la nomenclature des activités économiques

soumise à inscription au registre du commerce ou bien déposer une demande auprès du ministère de la Santé", a-t-il expliqué, ajoutant que le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) a le droit de proposition dans ce cadre.

Concernant l'interdiction des pharmaciens de fournir certains services liés à la santé, comme les analyses et examens médicaux, M. Kolli a précisé que cela est "fondé légalement", conformément à "une correspondance du ministère de la Santé en 2015, fixant la liste des activités non éligibles à l'inscription au registre de commerce, dont celle des laboratoires d'analyses médicales, ce qui empêche le commerçant inscrit au registre de commerce, comme le pharmacien, de pratiquer cette activité".

Il a, en outre, rappelé que la même mesure repose sur "une correspondance de l'Association nationale des laboratoires d'analyses médicales (ALAM) ainsi que sur les dispositions de l'article 251 de la loi sur la santé de juillet 2018, qui stipule expressément que les laboratoires d'analyses biomédicales et de pathologie cellulaire sont autorisés, eux seuls, à réaliser des examens qui contribuent au diagnostic des maladies humaines".

PALESTINE

Ghaza: des agences de l'ONU mettent en garde contre une pénurie de nourriture, d'eau et d'aide médicale

Trois agences des Nations unies ont appelé lundi à acheminer de l'aide à la bande de Ghaza de manière "plus rapide et plus sûre", mettant en garde contre une "grave pénurie" de nourriture, d'eau potable et d'aide médicale.

Dans un communiqué conjoint, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont déclaré qu'"avec la menace croissante de famine et l'augmentation du nombre de personnes exposées à des épidémies de maladies mortelles, il est urgent d'adopter une nouvelle approche dans le flux de l'aide humanitaire vers Ghaza". Les agences des

Nations unies ont mis en garde contre une "grave pénurie" de nourriture, d'eau potable et d'aide médicale dans le nord de la bande de Ghaza, selon le communiqué. Les Nations unies, les agences humanitaires internationales et les organisations non gouvernementales "ont jusqu'à présent été en mesure de fournir une aide humanitaire limitée" à la bande de Ghaza, a-t-on ajouté.

Cindy McCain, directrice

exécutive du Programme alimentaire mondial, a déclaré : "Les habitants de Ghaza risquent de mourir de faim à seulement quelques kilomètres de camions remplis de nourriture. Chaque heure perdue met en danger la vie d'innombrables personnes".

"Nous pouvons contenir la famine si nous pouvons livrer des fournitures adéquates et fournir un accès sûr à tous ceux qui en ont besoin, où qu'ils se trou-

vent", a-t-elle ajouté. Les agences onusiennes ont renouvelé leur appel à un "cesser-le-feu humanitaire" pour permettre à leurs opérations humanitaires de fonctionner, selon le communiqué. Environ 800 000 Palestiniens résidant dans la ville de Ghaza et dans le nord de la bande de Ghaza souffrent d'une grave pénurie de nourriture et d'eau en raison du fait que les forces sionistes empêchent l'aide d'atteindre ces zones.

EPIDÉMIE MORTELLE DE CHOLÉRA EN ZAMBIE
Le gouvernement annonce des mesures plus strictes visant à contenir l'épidémie

Le gouvernement zambien a introduit une clause dans un instrument statutaire pour renforcer les mesures de prévention et de contrôle du choléra, selon la ministre zambienne de la Santé, Sylvia Masebo. La clause introduite interdit désormais la présence de gardiens de lit dans les centres de traitement du choléra et contraint à l'enterrement en toute sécurité des personnes suspectées d'avoir été atteintes de la ma-

ladie, a-t-elle indiqué à la presse lors d'un point de presse sur le choléra. Parmi les autres mesures plus strictes, figurent la restriction du commerce de denrées alimentaires dans des conditions insalubres et l'interdiction de rassemblements funéraires pour les personnes décédées du choléra, tandis que les célébrations religieuses ne peuvent durer plus de deux heures. "Le nombre de nouveaux cas reste très

élevé. Même si nous avons continué à lutter contre le choléra de manière multisectorielle", a-t-elle averti. Au cours des dernières 24 heures, le pays a enregistré 431 nouveaux cas et onze décès dans six des dix provinces du pays, tandis que 388 personnes sont sorties des hôpitaux. Au total, 362 personnes sont décédées et 9 155 autres ont été touchées depuis l'apparition de la maladie véhiculée par l'eau en octobre dernier.

L'OMS envoie des vaccins

La Zambie a reçu de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) un premier lot de plus d'un million de doses orales de vaccins contre le choléra afin de lutter contre une épidémie ayant fait des

centaines de morts, a annoncé lundi sa ministre de la Santé. Plus de 374 Zambiens sont morts, dont douze au cours des dernières 24 heures, et 9 580 ont été infectés par le choléra, une forme aiguë de diarrhée qui peut tuer en quelques heures.

Le pays enclavé d'Afrique australe lutte contre la propagation de la maladie mortelle depuis octobre et a déjà été contraint de retarder de trois semaines la rentrée des classes, initialement prévue le 8 janvier. L'OMS et l'Alliance du vaccin (Gavi, organisation internationale) espèrent réduire de 90% le nombre de cas dans le monde d'ici 2030, grâce à une campagne de vaccination et à une amélioration de l'hygiène. Mais peu de vaccins sont disponibles et des épidémies comme celle de Zambie menacent cet objectif.

"Cette épidémie continue de mena-

cer la sécurité sanitaire de la nation", a prévenu la ministre zambienne de la Santé, Sylvia Masebo, annonçant que le pays a reçu 1,4 million de vaccins sur les 1,7 million de doses déjà approuvées par l'OMS. L'OMS a confirmé le chiffre de la livraison dans un message sur les réseaux sociaux. La vaccination commencera dans les "zones à haut risque" autour de la capitale Lusaka, épicentre de l'épidémie avec une population de plus de trois millions d'habitants.

Le week-end dernier, la ministre a renforcé les mesures de prévention, notamment en limitant à cinq le nombre de personnes assistant à l'enterrement d'une personne décédée des suites de cette maladie. La semaine dernière, le président Hakainde Hichilema a exhorté les Zambiens à prendre des précautions et à éviter les voyages inutiles.

ETHIOPIE
L'OMS très préoccupée par la crise sanitaire dans le pays

L'Organisation mondiale de la Santé a exprimé mercredi sa grande préoccupation concernant l'aggravation de la crise sanitaire en Ethiopie, où la sécheresse, les conflits et les déplacements de population provoquent la faim et les maladies.

"L'OMS est profondément préoccupée par l'aggravation de la crise sanitaire dans certaines régions du pays", a déclaré le chef de l'agence onusienne, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une conférence de presse à Genève.

"Les conflits, la sécheresse, et les déplace-

ments de populations provoquent la faim et des épidémies, voire selon des informations de presse des conditions proches de la famine dans le Tigré et l'Amhara", deux régions du pays, a-t-il ajouté.

Fin décembre, les autorités du Tigré ont mis en garde contre une famine imminente, due à la sécheresse et aux effets persistants de la guerre qui a opposé pendant deux ans le gouvernement fédéral à cette région du nord du pays. Ces allégations ont été rejetées par le gouvernement éthiopien. Un accord de paix scellé en

novembre 2022 a mis fin à la guerre au Tigré, mais des violences se poursuivent depuis.

Le phénomène climatique El Nino a en outre affecté plus de 17 millions de personnes en Ethiopie et son impact dans les régions du nord est particulièrement préoccupant, a souligné le chef de l'OMS. Selon Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui fut ministre de la Santé et des Affaires étrangères en Ethiopie, plus de 30 000 cas de choléra ont été recensés entre août 2022 et décembre 2023 dans tout le pays.

APS

CONGO-BRAZZAVILLE
Plus de 336.000 personnes affectées par les inondations provoquées par de fortes pluies (OMS)

Neuf des 12 départements en République du Congo ont été touchés par de graves inondations provoquées par de fortes pluies, affectant plus de 336 000 personnes, a annoncé jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Trente-quatre centres de santé et plus de 2 200 hectares de terres cultivées ont été touchés par les inondations, selon le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, basé à Brazzaville, affirmant avoir alloué 100 000 dollars américains pour le déploiement des premiers intervenants.

Le nombre de personnes affectées a largement dépassé celui des années précédentes, avait indiqué le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, dans un communiqué publié fin décembre 2023. Les précipitations enregistrées sont deux fois plus importantes que la moyenne habituelle, ont fait remarquer des experts.

Le niveau des eaux de la rivière Oubangui, affluent majeur du fleuve Congo, a atteint un record de hauteur sur la période 2022-2023. Le fleuve Congo, qui sépare Brazzaville et Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), a atteint 6,20 mètres au-dessus du niveau de la mer, juste en dessous du record de 6,26 mètres en 1961, selon les autorités de la RDC citées par les médias locaux.

SOMALIE
L'OMS intensifie sa réponse au choléra

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé jeudi avoir intensifié sa réponse pour freiner la transmission du choléra en Somalie après les inondations dévastatrices causées par les fortes pluies qui ont frappé plusieurs régions du pays. Depuis janvier 2023, un total de 18 304 cas suspects de choléra, dont 46 décès, ont été signalés dans 29 districts du pays.

"Le taux de létalité global de 0,3 % signalé dans 30 districts est inférieur au seuil d'urgence de 1 %. Cependant, le taux de létalité à Beledweyne est supérieur au seuil d'urgence", a indiqué l'OMS dans sa dernière mise à jour de la situation. Selon l'agence sanitaire des Nations Unies, le nombre de nouveaux cas de choléra a augmenté de près de 32 % dans les districts touchés par les inondations au cours des deux dernières semaines en raison d'une épidémie de choléra à Beledweyne, une ville du centre de la Somalie.

"L'OMS et les partenaires de santé ont intensifié la mise en œuvre des activités de lutte contre le choléra dans les districts touchés par les inondations résultant du phénomène El Nino depuis octobre 2023", a ajouté l'OMS. Selon l'OMS, la Somalie connaît une transmission ininterrompue du choléra dans 30 districts touchés par la sécheresse depuis 2022 et dans la région de Banadir, dans le sud du pays, depuis la sécheresse de 2017.

Fin 2023, les agences humanitaires ont averti que le risque de maladies d'origine hydrique et d'autres risques sanitaires allaient probablement augmenter en raison de la contamination des sources d'eau et de l'eau stagnante due aux inondations.

MANGER MOINS DE VIANDE

6 CONSEILS POUR ÉVITER LES CARENCES

Quand on choisit de manger moins de viande et d'adopter un régime flexitarien, il faut penser à faire la part belle à d'autres sources de protéines et varier autant que possible les ingrédients. Végétaliser son assiette : mode d'emploi.

Selon un rapport du Crédoc de 2018, la consommation de viande a baissé de 12 % en 10 ans. Un sondage Ifop/WWF de 2017 indique que 67 % des Français sont prêts à réduire leur consommation de protéines animales pour privilier des aliments plus respectueux de l'environnement. Les crises sanitaires de ces dernières décennies (vache folle, grippe aviaire, lasagnes à la viande de cheval...) ont marqué un tournant.

Les consommateurs veulent plus de transparence sur l'origine de la viande et les conditions d'élevage des animaux. Le souci du bien-être animal, mais aussi de l'impact environnemental de la production de viande (émission de gaz à effet de serre, pollution des sols, consommation d'eau, déforestation... - accentue la tendance.

La montée du flexitarisme

En 2016, le mot "flexitarism" a fait son entrée dans "Le Petit Robert", pour lequel il signifie "qui limite sa consommation de viande, sans être exclusivement végétarien". La même année, une étude Ifop/Le Figaro montre que 67 % des Français étaient flexitariens et que 43 % d'entre eux déclarent que "manger moins de viande entraîne un double effet santé : sur réduire les éléments inflammatoires présents dans la viande (fer, acide arachidique, leucine...) et l'augmenter les végétaux qui apportent des substances protectrices (fibres, vitamines polyphénols...) contre de nombreuses maladies", souligne le Dr Jean-Paul Curtay, chef du département nutritionniste. Mettre plus de végétal au menu présente plusieurs atouts santé, à condition de bien composer son assiette.

On met progressivement
Les personnes mangeant peu de



céréales complètes et de légumineuses peuvent augmenter petit à petit leur part en protéines d'origine végétale, sans pour autant se priver.

On peut très bien manger des pâtes à midi et des lentilles le soir. L'important étant d'avoir les deux sur la journée. Par exemple pois cassés à midi et sarrasin le soir.

2/ ON GARNIT LA MOITIÉ DE SON ASSIETTE DE LÉGUMES

Si l'on est végétarien - ou pas, d'ailleurs -, il est recommandé de remplir la moitié de son assiette de légumes.

Leur intérêt réside dans leur richesse en micronutriments (vitamines, minéraux, antioxydants), sans oublier les fibres qui favori-

cient la satiété et chouchoutent le microbiote.

3/ ON ALTERNE POISSON, CHÈVRE, SOJA

Comme la viande, les œufs et le poisson apportent des protéines de qualité, du fer et de la vitamine B12. Le soja est l'un des rares végétaux à procurer tous les acides aminés indispensables. Les œufs étaient riches en cholestérol, on conseille de ne pas en manger plus de 7 par semaine. Quant aux poissons, malheureusement, ils sont chargés de polluants des mers et pouvaient contenir des métaux lourds, on en recommande 2 par semaine. Le soja contenant des phytostéroïnes, il

4/ ON ALTERNE LA MOITIÉ DE SON ASSIETTE DE LÉGUMES

On a s'acheté de temps en temps une bonne viande, issue d'animaux élevés en plein air, dans des petites exploitations, nourris avec des aliments bio sans OGM et non traités aux antibiotiques. "La viande ne doit pas être l'ingrédient principal. Elle doit accompagner une assiette bien garnie en légumes", précise le Dr Lecerf. "Hormis dans certains cas (femmes enceintes, personnes cancéreuses en plein croissance), la viande n'est absolument pas indispensabale", souligne le Dr Curtay.

5/ ON MARIE CÉRÉALES ET LÉGUMINES

C'est la base : pour avoir tous les acides aminés essentiels, il faut associer céréales complètes (défi-

entes ou de nombreux atouts. Elles abaissent l'index glycémique du repas, entraînent une satiété longue durée et évitent les grignotages. Elles nourrissent aussi les bonnes bactéries du microbiote qui régulent le poids.

Enfin, elles font baisser le taux de sucre et de cholestérol dans le sang. On ne trouve que dans les végétaux, d'où l'intérêt de manger moins de viande et plus de lentilles, quinoa, noix...

POUR FAIRE PLAISIR AVEC LA BONNE VIANDE

Avant le boom de l'élevage industriel, on consommait peu de viande au quotidien parce qu'elle était rare et chère.

Le résultat concorde avec les effets protecteurs des antioxydants obtenus chez la souris, selon les chercheurs de l'Inra (Génopôle à Toulouse) », rappelle le Dr Mathilde Touvier.

Le Haut conseil de santé publique recommande, de réduire la consommation de viande rouge (boeuf, veau, porc, agneau, sanglier...) à moins de 500 g par semaine et celle de charcuterie à moins de 200 g par semaine.

5 BONNES RAISONS POUR MANGER MOINS DE VIANDE

POUR RÉDUIRE LE PHÉNOMÈNE INFLAMMATOIRE

La viande contient des éléments (acides gras saturés, oméga-6, fer) pro-inflammatoires", souligne le Dr Jean-Paul Curtay, médecin et spécialiste de nutrithérapie. Or, l'inflammation fait le lit de nombreuses maladies (surpoids et obésité, diabète, cancer...).

Une cuisson à forte température agrave ce problème. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a d'ailleurs classé la viande rouge comme cancérogène. A l'inverse, les végétaux renferment des composés antioxydants et anti-inflammatoires qui protègent les cellules.

POUR FAIRE LE PLEIN DE FIBRES

Quand que les autorités de santé conseillent de manger 30 g de fibres par jour, nous n'en consommons en moyenne que 20 g. Pourtant,

elles ont de nombreux atouts. Elles abaissent l'index glycémique du repas, entraînent une satiété longue durée et évitent les grignotages. Elles nourrissent aussi les bonnes bactéries du microbiote qui régulent le poids.

Enfin, elles font baisser le taux de sucre et de cholestérol dans le sang. On ne trouve que dans les végétaux, d'où l'intérêt de manger moins de viande et plus de lentilles, quinoa, noix...

POUR FAVORISER L'ÉLIMINATION DES TOXINES

Les viandes sont particulièrement riches en purines, molécules qui enrascent et acidifient l'organisme. Ainsi, 100 g de boeuf en apportent 1500 mg, 100 g de porc 150 mg et 100 g de carottes 5 mg, énumère Christine Calvet, nutropath.

Un organisme trop acide fonctionne au

raent, le foie et les reins, chargés d'éliminer les toxines, n'arrivent plus à remplir correctement leur mission.

Une alimentation trop riche en purines et en graisses saturées, associée à un manque d'activité physique, favorise la grasse abdominale. Or c'est à la fois la plus difficile à déstocker et la plus délicate pour la santé", met en garde la nutropath.

POUR PRENDRE SOIN DE SON MICROBIO

"La consommation de viande favorise le développement de mauvaises bactéries dans le microbiote", explique le Dr Jean-Paul Curtay. Celui-ci est impliqué dans un très grand nombre de fonctions de l'organisme : la digestion et l'immunité, mais également le contrôle du poids en jouant sur l'appétit et sur la captation des calories."

POUR FAIRE PLAISIR AVEC LA BONNE VIANDE

Avant le boom de l'élevage industriel,

on consommait peu de viande au quotidien parce qu'elle était rare et chère.

Le résultat concorde avec les effets protecteurs des antioxydants obtenus chez la souris, selon les chercheurs de l'Inra (Génopôle à Toulouse) », rappelle le Dr Mathilde Touvier.

Le Haut conseil de santé publique recommande, de réduire la consommation de viande rouge (boeuf, veau, porc, agneau, sanglier...) à moins de 500 g par semaine et celle de charcuterie à moins de 200 g par semaine.

En fin de

La viande rouge : facteur de risque de multiples cancers



MANGER DE LA VIANDE, UN DANGER POUR LA SANTÉ ?

De nouvelles études paraissent régulièrement pour dénoncer les multiples effets de la viande sur notre santé. Mais que sait-on concrètement ? Le Dr Jean-Michel Lecerf, chef du service de nutrition de l'Institut Pasteur de Lille, nous aide à y voir plus clair sur les conséquences d'un régime carné ou, à l'inverse, végétarien.



LA VIANDE ROUGE AU BANC DES ACCUSÉS

Les connaissances les plus abouties sont celles sur les effets de la viande sur le cancer.

Le risque de développer un cancer du sein augmente avec la consommation de viande rouge, et cette association existe aussi sur le risque de cancers, sauf qu'ils renferment aussi près de 50 % de lipides dont plus d'une poignée par jour (30 g). D'autant qu'ils contiennent une belle variété de minéraux (calcium, magnésium, fer...).

LA VIANDE ROUGE AU BANC DES ACCUSÉS

Les connaissances les plus abouties sont celles sur les effets de la viande sur le cancer.

Le Dr Jean-Michel Lecerf, chef du service de nutrition de l'Institut Pasteur de Lille et auteur du livre « La viande : un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout ? »,

Depuis les années 2010, de multiples études scientifiques ont été publiées concernant les effets néfastes de la viande sur la santé. Elle augmenteraient les risques de maladies cardiovasculaires, de cancer, de diabète ou encore d'inflammation de l'intestin. On fait le point avec le Dr Jean-Michel Lecerf, chef du service de nutrition de Lille et auteur du livre « La viande : un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout ? ».

Le

viande rouge soit davantage mise en cause dans les cancers », précise le Dr Jean-Michel Lecerf. « Mais des facteurs génétiques entrent aussi en jeu. »

Le Dr Lecerf rappelle que dans la plupart des études, un risque accru de cancer n'est observé que lorsque la consommation de viande rouge (fer et/ou porc) est élevée et/ou transformée (saucisse, charcuterie, etc.) comme probablement cancérogènes pour l'homme. Le même année, une étude de l'Anderson Cancer Center (Hôpital de l'Unis) a mis en évidence une association entre la consommation de viande rouge et la survenue de deux substances : le phyt et le Melox. Frits par les reins, ces produits y stagneraient, augmentant ainsi le risque de développer un cancer. La viande grillée serait la plus néfaste d'entre toutes, en générant des amines hétérocycliques et des hydrocarbures aromatiques polycycliques, des molécules également cancérogènes.

Pour le cancer colorectal, le mécanisme diffère. Des chercheurs de l'Inra ont mis en lumière le rôle du fer hémique dans la viande rouge et la charcuterie. Le fer hémique, composé d'un atome de fer et de protéines, donne cette couleur rouge à la viande. Cependant, lors de la digestion, il se transforme par oxydation en un composé toxique : l'acétylénède de fer. Cela dépend de la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

végétal, nous avons un mauvais microbiote qui aura tendance à produire plus de TMAO », schématise le médecin. A noter que le risque accru de maladies cardiovasculaires et de diabète est associé plus généralement à un régime alimentaire déséquilibré, pauvre en végétaux.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par jour, le Dr Lecerf précise, quant à lui, un apport de viande encore plus faible, en particulier pour ses patients diabétiques ou atteints de maladies cardiovasculaires.

Le

équilibre de son assiette. « Dans le cas d'un régime végétalien de type ovo-lacto-végétalien, avec des produits laitiers et des œufs, cela ne pose pas de problème », selon le médecin nutritionniste.

Concernant le régime végétalien, le Dr Lecerf le qualifie de « plus compliqué à gérer » à cause du risque de carence en vitamine B12.

Si l'on passe de la viande à un régime recommandé de ne pas dépasser 500 grammes de viande rouge par semaine et de limiter la quantité de charcuterie à 50 grammes par

BURKINA FASO

La banque mondiale finance 29 projets dans divers domaines

La Banque mondiale dispose d'un programme d'un montant de 3,6 milliards de dollars pour financer 29 projets au Burkina Faso dans divers domaines, notamment l'éducation, la santé et l'agriculture, a annoncé lundi à Ouagadougou une responsable de la Banque mondiale.

Clara Ana De Sousa, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad, a donné cette information à l'issue d'une audience avec le Premier ministre du Burkina Faso, Apollinaire Joachim Kyélém de Tambéla. Elle a réaffirmé l'engagement de la Banque mondiale à accompagner le Burkina Faso dans ses projets. Au cours des échanges, le Premier mi-

nistre burkinabé a fait savoir que les besoins de son pays se situent essentiellement dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture et de l'élevage, du secteur de l'éducation, et prioritairement dans la lutte contre le terrorisme, selon un communiqué de la Présidence. "Si on n'arrive pas à vaincre le terrorisme, tout ce que nous disons ne sert à rien, car il y a des ponts, des centres de santé, des

établissements, etc., qui ont été détruits par les terroristes", a-t-il justifié. "Nous avons besoin d'accompagnements bien ciblés, pas d'accompagnements qui consistent en des bureaux d'études, des conférences, des séminaires où l'on dépense de l'argent et où il n'y a pas de résultats concrets. Ce que nous voulons, ce sont des résultats concrets", a souligné le Premier ministre.

LIBÉRIA

Weah dit tirer un trait définitif sur la présidence du Liberia

Le président sortant du Liberia George Weah a affirmé n'avoir aucune intention de se représenter à la tête de son pays, tirant un trait définitif sur la présidence après sa défaite électorale il y a deux mois, rapporte lundi la presse locale.

L'ex-star du football, élu président en 2017 mais battu en novembre

2023 par Joseph Boakai à qui il laissera officiellement la place le 22 janvier, s'est exprimé sur son avenir. M. Weah, 57 ans, a invoqué son âge en 2029, date de la prochaine présidentielle, selon un enregistrement de ses propos.

"Les Libériens verront bien que je suis plus vieux et qu'il y a des

tâches que je ne peux plus accomplir", a-t-il dit.

"J'ai 57 ans et l'âge de la retraite est fixé à 65 ans (au Liberia).

Dans six ans, j'aurai 63 ans et je ne pourrai pas travailler pendant deux ans seulement", a-t-il dit.

"Vous ne me trainerez pas en politique jusqu'à mes 90 ans.

Je remercie les Libé-

riens de m'avoir permis de devenir président, que ce soit une ou cinquante fois. Je vous garantis que ce ne sera qu'une seule fois", a-t-il ajouté.

Il n'a pas dit ce qu'il comptait faire après la présidence.

Il a promis d'oeuvrer pour la paix et la prospérité de son pays, un des plus pauvres du monde.

MADAGASCAR

Le nouveau gouvernement dévoilé

Le président malgache Andry Rajoelina a dévoilé dimanche les noms des 27 ministres qui composeront le nouveau gouvernement du pays, lors d'une cérémonie officielle à la capitale Antananarivo, dix jours après la nomination du Premier ministre Christian Ntsay.

Ce remaniement ministériel intervient à la suite de procédures de

sélection parmi 500 candidats postulants, ayant abouti à la nomination de 12 nouveaux ministres en adéquation avec le principe de "la bonne personne à la bonne place", a déclaré Rajoelina.

Dans son discours, le président a souligné la forte aspiration au changement et à l'accélération du développement du pays, à laquelle

ces ministres devront répondre. Chaque membre du gouvernement a publiquement prêté serment suite à sa nomination, une première dans l'histoire du pays, soulignant son engagement envers le peuple et sa responsabilité face aux missions, avant d'entrer en fonction.

SOUDAN

Le nombre de déplacés dépasse les 7,4 millions (OCHA)

Plus de 7,4 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan depuis que les combats ont éclaté entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) le 15 avril 2023, a déclaré dimanche le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies dans sa dernière mise à jour.

Le nombre de personnes déplacées au Soudan a augmenté d'environ 611.000 au cours du mois dernier, avec de nombreux nouveaux déplacés venant de Gezira ainsi que d'autres Etats, a indiqué l'OCHA.

L'expansion des combats entre les SAF et les RSF dans le centre et l'est du Soudan - régions de production agricole du pays - a entraîné une aug-

mentation significative des besoins humanitaires", a noté l'agence onusienne.

"L'insécurité, les pillages, les obstacles bureaucratiques, les mauvaises connexions de réseau et de téléphonie, le manque de liquidités et le manque de personnel technique et humanitaire affectent l'acheminement de l'aide", a déploré l'OCHA,

ajoutant que le Plan de réponse aux besoins humanitaires du Soudan pour 2024 n'était financé qu'à hauteur de 3,1% à la date de dimanche. Depuis le 15 avril 2023, le Soudan est le théâtre d'affrontements meurtriers entre les SAF et les RSF, qui ont fait plus de 12.000 morts, selon les estimations précédentes de l'OCHA.

SOUDAN DU SUD

Le chef des opérations humanitaires de l'ONU débloque un fonds pour aider les réfugiés soudanais

Le chef des opérations humanitaires de l'ONU a débloqué lundi un fonds d'urgence de 10 millions de dollars américains pour venir en aide aux quelque 500.000 personnes qui se sont réfugiées au Soudan du Sud pour fuir le conflit au Soudan.

Martin Griffiths, secrétaire général adjoint et coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, a alloué cette somme à partir du Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU, a indiqué le Bureau de la

coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

"À ce jour (lundi), quelque 500.000 personnes ont franchi la frontière pour se rendre au Soudan du Sud depuis la mi-avril, date à laquelle la guerre au Soudan a commencé. Rien qu'au cours du mois dernier, plus de 60.000 personnes sont arrivées au Soudan du Sud suite aux affrontements qui ont éclaté dans et autour de Wad Medani, la deuxième plus grande ville du Soudan", a indiqué l'OCHA.

Le bureau a déclaré que des milliers de personnes supplémentaires devraient arriver au Soudan du Sud au cours des six prochains mois. L'OCHA a indiqué que ce fonds serait utilisé pour construire des abris, offrir une aide en espèces, construire des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, et transporter les nouveaux arrivants hors des sites de transit surpeuplés.

APS

TANZANIE-KENYA

Les deux pays conviennent de résoudre leur différend en matière d'aviation

La Tanzanie et le Kenya ont convenu de lever les restrictions sur les voyages aériens entre les deux pays au cours des trois prochains jours, a déclaré lundi le ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine, January Makamba.

M. Makamba a indiqué qu'il s'était entretenu avec Musalia Mudavadi, Premier secrétaire du cabinet kényan et ministre des Affaires étrangères et de la Diaspora, et qu'ils étaient parvenus à un accord mutuel sur la levée des restrictions existantes sur les voyages aériens entre les deux pays et à destination d'un pays tiers.

"Nous avons décidé de régler cette question, avec les autorités compétentes, conformément aux accords existants, dans un délai de trois jours", a déclaré M. Makamba sur X, anciennement Twitter. Plus tôt dans la journée de lundi, les autorités aériennes tanzaniennes ont déclaré la suspension de tous les vols de passagers de Kenya Airways reliant la capitale kényane, Nairobi, à la capitale commerciale de la Tanzanie, Dar es Salaam.

CENTRAFRIQUE

Au moins 17 personnes tuées dans un affrontement dans le nord du pays

Au moins dix-sept personnes, dont quatre militaires, un civil et douze assaillants, ont été tuées dans un affrontement entre les Forces armées centrafricaines (FACA) et des hommes armés lundi, dans le nord de la République centrafricaine (RCA), ont indiqué des sources locales.

Un violent affrontement entre les FACA et des hommes armés a été signalé à Kabo, une ville située dans la préfecture de l'Ouham-Pende. Selon des sources locales, les assaillants ont pris pour cible la base des militaires centrafricains et leurs alliés présents dans la ville. Le bilan provisoire de cette attaque fait état de 17 morts et une dizaine de blessés parmi les civils, selon Chantal Merveille Tomane, une députée de Kabo, citée par des médias locaux. La situation est revenue calme et les forces gouvernementales contrôlent la ville en menant des opérations de ratissage, a-t-elle ajouté.

NIGER

5.966 individus interpellés dans le cadre de la lutte contre la drogue en 2023

Au total, 5.966 individus dont 159 femmes ont été interpellés en 2023 au Niger dans le cadre de la lutte contre la drogue, a déclaré le responsable de la communication de l'Office Central de Répression du Trafic illicite des Stupéfiants (OCRTIS), le commissaire Hamidou Amadou Insa, à la télévision publique.

Parmi les personnes interpellées, 5.543 sont de nationalité nigérienne, et 3.960 sont des jeunes, a précisé la même source. En 2021, plus de 22 tonnes de drogues et près de cinq millions de comprimés ont été saisis et 3.239 suspects ont été interpellés dans le pays, selon le ministère de la Justice.

ETHIOPIE

Un ambulancier de la Croix-Rouge tué par balles

Un ambulancier de la Croix-Rouge, Woldu Aregawi Berha, a été tué par balles en Ethiopie, dans la région du Tigré, a annoncé dimanche le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

"Woldu Aregawi Berha, un ambulancier, a été abattu alors qu'il se trouvait à bord d'un véhicule portant clairement l'emblème de la Croix-Rouge", a détaillé le communiqué. Il est mort avant d'arriver à l'hôpital. Il s'agit du septième membre de l'organisation à être tué depuis le début de l'année.

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza : plus de 24.000 martyrs depuis le 7 octobre

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à plus de 24.000 martyrs depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué lundi les autorités palestiniennes.

Les attaques contre la bande de Ghaza ont fait plus de 24.000 martyrs depuis le début de l'agression sioniste, a annoncé lundi le Bureau des médias palestinien. Ce nombre comprend plus de 10.400 enfants, soit

plus de 1% de la population infantile de l'enclave assiégée. Au moins 61.000 personnes sont également blessées dans l'enclave, et nombre d'entre elles ont du mal à trouver des soins de santé ou des médicaments

pour soigner leurs blessures, ajoute la même source qui affirme également que plus de 8 000 personnes sont toujours portées disparues, présumées ensevelies sous les débris de béton.

Guterres appelle à un cessez-le-feu "immédiat" à Ghaza

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi à un "cessez-le-feu humanitaire immédiat" dans la bande de Ghaza après plus de 100 jours d'agression sioniste. "Nous continuons de demander un accès humanitaire rapide, sûr, sans obstacle, étendu,

et continu dans et à travers Ghaza", a déclaré Antonio Guterres dans un discours devant la presse, ajoutant que "rien ne peut justifier la punition collective infligée au peuple palestinien". "Le spectre de la faim plane sur la population de Ghaza", a lancé le secrétaire général

de l'ONU. Un cessez-le-feu humanitaire immédiat est nécessaire selon lui "pour assurer l'acheminement de suffisamment d'aide à ceux qui en ont besoin". Sur les 2,4 millions d'habitants de Ghaza, 1,9 millions ont dû quitter leurs foyers selon l'ONU. Ils manquent de tout. Le

froid qui s'est abattu sur la région complique encore leur survie au quotidien. Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à plus de 24.000 martyrs depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué lundi les autorités palestiniennes.

IRAK

Le Premier ministre réaffirme la détermination à mettre un terme à la présence de la coalition internationale

Le Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani a réaffirmé lundi que son pays souhaitait mettre fin à la présence de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis dans le pays.

Il a tenu ces propos au cours de sa rencontre avec l'ambassadeur des Pays-Bas en Irak, Hans Sandee, dont le pays devrait prendre la présidence de la mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Irak à la mi-mai, selon un communiqué.

qué publié par le service médiatique du Premier ministre.

D'après M. Soudani, la prochaine mission des pays de la coalition doit comprendre un travail technique conjoint en vue de mettre un terme à la présence de la coalition internationale en Irak et d'entamer la transition vers une coopération sécuritaire et militaire avec le pays, peut-on lire dans le communiqué.

Pour sa part et à l'occasion de leur rencontre, M. Sandee a transmis à M.

Soudani l'invitation officielle de son homologue néerlandais Mark Rutte à se rendre aux Pays-Bas pour discuter des opportunités de partenariat entre les deux pays, indique le document sans donner plus de détails sur la date de cette visite.

Les Pays-Bas font partie de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis dont l'objectif est de former et de conseiller les forces de sécurité irakiennes dans leur lutte contre le terrorisme.

ETATS UNIS

Donald Trump remporte la primaire républicaine de l'Iowa (médias)

Donald Trump a remporté lundi soir dans l'Iowa la première des primaires républicaines, ont annoncé les médias américains à peine une demi-heure après le début du vote, consolidant son statut de grand favori de la droite

pour la présidentielle de novembre. Le magnat de 77 ans, quatre fois inculpé au pénal, laisse loin derrière lui ses principaux rivaux Nikki Haley et Ron DeSantis, même si les résultats sont encore provisoires et que les estimations conti-

nuent d'évoluer. Malgré la tempête de neige qui s'est abattue sur l'Etat du Midwest et a fait craindre pour la participation, l'ex-président se rapproche donc un peu plus d'un probable duel avec le démocrate Joe Biden, l'actuel occupant de

la Maison Blanche. Donald Trump, qui disposait d'après les sondages d'une des plus grandes avances jamais vues sur ses adversaires (près de 50% des intentions de vote), avait prédit à ses partisans une soirée "formidable".

PORTUGAL

Dissolution du Parlement avant les élections anticipées du 10 mars

Le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa a dissous le Parlement et confirmé la tenue d'élections législatives anticipées le 10 mars prochain, après la démission début novembre du Premier ministre socialiste Antonio Costa, selon un décret publié lundi.

Le Portugal a plongé dans une crise politique début novembre, après une série d'arrestations et de perquisitions ayant débouché sur la mise en examen du chef de cabinet de M. Costa et de son ministre des Infrastructures, dans une affaire de trafic d'influence.

Le Parquet avait alors précisé que le chef du gouvernement, qui dirige le pays depuis 2015, faisait également l'objet d'une enquête. M. Costa avait aussitôt annoncé sa démission en précisant qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat.

Il serait mis en cause pour des faits de prévarication, c'est-à-dire des manquements d'un homme d'Etat aux obligations de sa charge, selon les médias locaux. Les principaux partis se mettent en ordre

de bataille pour préparer les prochaines élections qui se tiendront dans huit semaines.

Le Parti socialiste, qui figure en tête des intentions de vote sans toutefois obtenir la majorité absolue d'après les derniers sondages, a désigné en décembre Pedro Nuno Santos comme nouveau secrétaire général. De son côté, le Parti social-démocrate (PSD, centre droit), dirigé par Luis Montene-

gro, a signé un accord de coalition avec deux petits partis de droite, dont le CDS-PP, avec lequel il avait gouverné le pays entre 2011 et 2015.

Le parti d'extrême droite Chega, propulsé au rang de troisième force politique avec 12 députés élus lors des législatives de janvier 2022, s'est lancé dans la campagne électorale après avoir tenu ce weekend son congrès dans le nord du pays.

AZERBAÏDJAN

Trois morts dans une explosion à Bakou

Une explosion d'origine inconnue a fait trois morts et une vingtaine de blessés lundi dans un entrepôt commercial de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, ont indiqué les autorités. Une enquête pénale a été ouverte pour "violation des règles de sécurité incendie", ont indiqué le procureur général et le ministère des Situations d'urgence, dans un communiqué commun.

"A cause d'une explosion dans un entrepôt commercial d'ameublement, trois personnes sont mortes et 24 ont été blessées", ont-ils indiqué. Des images, publiées par des médias locaux, montrent un bâtiment au toit éventré et en partie détruit d'où s'élève une épaisse fumée grise. Au milieu des ruines, des secouristes s'activent, d'après cette vidéo.

GUATEMALA

Bernardo Arévalo investi nouveau président

Le social-démocrate Bernardo Arévalo, a été investi dans la nuit de dimanche à lundi nouveau président du Guatemala, après des mois d'incertitude et des tensions jusqu'à la dernière minute. La cérémonie s'est tenue avec plus de neuf heures de retard en raison de longs débats menés au Parlement avant l'investiture, à laquelle ont assisté des dirigeants d'Amérique latine, des représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis. Main gauche sur la Constitution et bras droit levé, M. Arévalo, 65 ans, a juré de servir le Guatemala sous les vivats de l'assistance, au Théâtre national à Guatemala.

Les députés alliés du président sortant Alejandro Giammattei ont d'abord obtenu que les 23 députés du parti Semilla de M. Arévalo soient enregistrés comme indépendants, le parquet ayant suspendu temporairement Semilla pour des fraudes présumées lors de sa création en 2017. Un communiqué commun des délégations des pays présents à l'investiture ont même appelé "le Parlement à se conformer à son mandat constitutionnel pour remettre le pouvoir comme l'exige la Constitution".

"Le peuple guatémaltèque a exprimé sa volonté démocratique lors d'élections justes, libres et transparentes, approuvées par la communauté internationale à travers ses missions d'observation électorale. Cette volonté doit être respectée", indique le texte signé par l'UE, l'Organisation des Etats américains (OEA) et plusieurs gouvernements latino-américains.

EQUATEUR

L'armée et la police reprennent le contrôle dans les prisons

L'armée et la police équatoriennes ont repris dimanche le contrôle de plusieurs prisons après la libération dans la nuit des 136 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, dont des gardiens, qui y étaient les otages de mutins depuis une semaine. Selon la police, les forces de l'ordre ont repris le "contrôle total" de quatre prisons. En début de matinée, elles étaient "entrées dans les prisons d'Esmeraldas, de Machala, d'Aogues, de Cotopaxi, de Loja et de Tungurahua pour reprendre le contrôle des pavillons".

La situation reste normale dans le vaste complexe pénitentiaire de Guayaquil (sud-ouest), la plus grande prison, abritant les pires criminels, épargnée par les récentes mutineries, selon la même source. Cette opération à l'échelle nationale a été déclenchée quelques heures après la libération de la totalité des personnes, plus de 130 gardiens et autres fonctionnaires, prises en otage par les mutins. "Cette nuit, les protocoles de sécurité et l'action commune de la police et de l'armée nationales ont permis la libération de tous les otages qui étaient retenus dans différentes prisons du pays", selon l'administration pénitentiaire (SNAI). Le président Daniel Noboa a salué l'événement. Selon la police, ce sont 46 personnes qui ont été libérées de la prison de Cotopaxi (centre), 13 de celle de Tungurahua (centre) et 15 autres de la prison d'El Oro (sud-ouest), où a été retrouvé le corps sans vie d'un fonctionnaire. Depuis une semaine, des otages, coteau sous la gorge ou pistolet sur la tempe, appelaient les autorités à l'aide et à la retenue, dans des vidéos diffusées sur les réseaux. Au moins deux d'entre eux, dont l'un a été pendu, ont été exécutés par les mutins. Ce sont au total près de 175 personnes, gardiens et autres fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, qui ont été prises en otage en fin de semaine dernière. Une quarantaine d'entre elles avaient été libérées samedi dans la journée, les autorités évoquant une médiation de l'Eglise catholique. L'annonce de l'évasion le 7 janvier du complexe de Guayaquil (sud-ouest) du redouté chef du gang des Choneros Adolfo Macias, alias "Fito", a provoqué une vague de mutineries avec prises d'otages dans au moins cinq prisons, des attaques contre les forces de l'ordre et d'autres actes ayant visé à semer la terreur.

Au moins 19 personnes ont été tuées, selon le dernier bilan officiel. Le président Daniel Noboa a décreté l'état d'urgence et ordonné à l'armée de neutraliser ces bandes criminelles, désormais considérées comme "terroristes".

Plus de 22.400 militaires ont été déployés, avec des patrouilles terrestres, aériennes et maritimes. Des perquisitions et d'autres opérations ont été menées à tout va dans les prisons, tandis qu'un couvre-feu a été imposé. Après un vent de panique dans tout l'Equateur provoqué par l'attaque en direct mardi des studios d'une chaîne de télévision publique à Guayaquil, un grand port sur la côte sud-ouest qui est l'épicentre de la violence des narcotrafiquants, la situation est revenue à une relative normalité.

APS

PATRIMOINE CULTUREL

Mouloudji insiste sur la valorisation et la préservation des sites archéologiques

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a insisté lundi depuis Djelfa sur "la valorisation et la préservation des sites archéologiques, étant d'importants atouts culturels".

Lors de sa visite dans la wilaya de Djelfa, Mme Mouloudji s'est rendue au site archéologique Ain Naga à la commune de Medjbara (sud de Djelfa) où elle a souligné la nécessité de préserver les sites archéologiques à travers "la mobilisation de l'ensemble de partenaires", l'objectif étant la promotion du tourisme dans la région.

A cette occasion, Mme Mouloudji a écouté un exposé exhaustif sur le plan de protection et de restauration du site archéologique Ain Naga classé patrimoine national en 1979.

Le site d'Ain Naga a bénéficié, au titre de la loi de finance 2024, d'une opération d'études, de suivi et de protection, d'après les explications fournies sur place. Évoquant la valorisation des sites archéologiques de la wilaya de Djelfa, la ministre a cité la classification des gravures de la région de "Fidjet L'ben" (commune de Miliha) en tant que monument culturel national, lors des travaux de la Commission nationale des biens culturels, tenus le 27 décembre dernier. Lors de sa visite de travail et d'inspec-



tion dans cette wilaya, Mme Mouloudji avait visité trois vieilles mosquées situées dans les communes de Djelfa et Charef et dans la wilaya déléguée de Messaâd qui a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire mis en place par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'une enveloppe budgétaire de 120 millions de DA dédiée aux projets de restauration.

La ministre s'est également rendue au domicile familial de l'écrivain Yahia

Messaoudi, fils de l'écrivain Cheikh Si Attia Messaoudi, afin de s'enquérir de son état de santé et de lui décerner, par la même, le bouclier du mérite culturel "en reconnaissance de ses efforts et de sa place scientifique reconnue", selon la ministre. La ministre a achevé sa visite dans cette wilaya par l'inauguration d'une bibliothèque urbaine à la commune de "Had Sahary" (nord de Djelfa) à laquelle elle a remis un lot de 5.000 livres, en sus de 5.000 autres au profit d'établissements éducatifs.

LITTÉRATURE

Un Forum algérien arabe du roman prochainement à Djelfa (ministre)

Un événement culturel intitulé "Forum algérien arabe du roman", sera organisé prochainement à Djelfa, a annoncé lundi la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, dans le cadre d'une visite de travail dans cette wilaya.

La ministre a expliqué que la wilaya de Djelfa, qui "compte des élites détentrices de prix nationaux, arabes et internationaux, accueillera une manifestation culturelle régionale, intitulée +Forum algérien arabe du roman+", dans le but de redorer le blason de cette vaste contrée du pays".

Elle a également fait part, au titre des efforts de promotion et de valorisation du patrimoine culturel local, de la promotion du Festival culturel local de la musique, chanson, danse et costumes Nailis, au rang de Festival national, sous l'intitulé "Festival culturel national de la culture et du patrimoine des Ouled Nail".

Mme Mouloudji a, par ailleurs, fait part de démarches en cours, en vue de l'institutionnalisation du Festival national culturel des Okadhiat de la poésie populaire, dont la première édition est prévue en 2024 à Djelfa", ce qui est en soi "un véritable acquis pour les habitants de cette région, car cet événement réunira tous les créateurs algériens en poésie populaire, tout en mettant en lumière un pan important de notre patrimoine", a-t-elle ajouté.

La ministre de la Culture et des Arts a souligné, en outre, la sélection du théâtre de Djelfa pour représenter l'Algérie au Festival international du printemps du théâtre à Malekovo (Russie).

Sachant que le même théâtre abritera, en février prochain, une rencontre nationale sur le théâtre-atelier, a-t-elle précisé.

Sur un autre plan, Mme. Mouloudji a déclaré que sa visite à Djelfa vise à s'enquérir de la situation des projets inscrits dans le cadre du Programme complémentaire affecté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya.

Il s'agit également d'assurer le suivi du volet culturel de ce programme de développement, lequel a été élaboré de-

puis plus d'une année pour répondre aux revendications de la population locale, dont notamment les hommes de lettres, a-t-elle noté. Selon la ministre, le programme en question englobe notamment l'inscription d'une opération de réhabilitation et de rééquipement de la maison de la culture "Ibn Rochd" du chef-lieu de wilaya, pour une enveloppe de près de 80 millions de DA.

A cela s'ajoute l'étude et le suivi des opérations de restauration de trois vieilles mosquées à Djelfa, Messaâd et Charef, pour une dotation de 120 millions DA.

Sachant que ces mosquées ont été classées au titre de l'inventaire supplémentaire de la wilaya, Mme. Mouloudji a procédé, à l'occasion, à l'inauguration d'une annexe des Beaux-arts et d'une annexe d'enseignement de la musique, suite à leur création légale le 21 décembre 2023, leur ouvrant droit à l'obtention d'un budget spécial devant leur permettre de recruter du personnel qualifié. "Des démarches ont été engagées en vue de promouvoir ces annexes en écoles régionales", a-t-elle fait savoir, en outre.

La même opportunité a aussi donné lieu à la mise en service, par la ministre de la Culture et des Arts, de l'annexe du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques, qualifiée, par elle, d'"une importance extrême, car chargée de l'étude du patrimoine local, en plus de la préparation des dossiers de classement national et international du patrimoine de la région".

Cette annexe va bénéficier prochainement de postes budgétaire pour le recrutement de chercheurs de la région", a-t-elle informé.

La ministre s'est rendue, par la suite, sur le chantier du projet de conversion du musée de la wilaya en un centre d'interprétation à caractère muséal du savoir-faire et traditions populaires de la région des Ouled Nail.

Sur place, elle a indiqué que la structure avait pour mission "d'expliquer de nombreux thèmes relatifs au patrimoine culturel matériel et immatériel de la région, tout en contribuant à la préservation des traditions et us des Ouled Nail".

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA

La 4^e édition du 24 au 30 avril prochain (commissariat)

La 4^e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba se tiendra du 24 au 30 avril prochain au Théâtre régional Azzedine-Medjoubi et dans d'autres structures culturelles d'Annaba, a annoncé dimanche le commissariat du Festival.

Le commissariat a annoncé le retour de cette manifestation dans sa 4^e édition qui se tiendra sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, sachant qu'elle était initialement prévue du 3 au 9 novembre 2023 et reportée sur décision du ministère

de la Culture et des Arts en solidarité avec le peuple palestinien.

"Cet événement qui se tiendra en avril sera marqué par la présentation de nouvelles productions cinématographiques réalisées en 2024", a-t-il précisé, ajoutant qu'il y aura "quelques modifications dans la programmation des films notamment".

Le commissariat du Festival compte renouveler les invitations à tous les invités d'honneur de la 4^e édition avant son report, en maintenant la célébration du cinéma ita-

lien comme annoncé auparavant. La 4^e édition verra la projection de plus de 70 films, entre longs et courts métrages et films documentaires, dans les différentes catégories du festival.

Le programme Masterclass et les formations pour amateurs et professionnels, ainsi que le concours "Journées d'Annaba de l'industrie cinématographique" seront également maintenus.

Les jeunes cinéastes sélectionnés pour participer à ces programmes seront contactés prochainement.

YENNAYER

La culture amazighe mise en valeur sur toiles par des étudiants des Beaux-arts à Annaba

Des étudiants de l'annexe d'Annaba de l'Ecole régionale des beaux-arts de Constantine exposent, à la maison de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf, des toiles mettant en valeur le patrimoine culturel amazigh algérien, riche et diversifié.

L'exposition, organisée jeudi en célébration de Yennayer, le Nouvel an amazigh 2974, permet d'admirer une douzaine de tableaux illustrant les coutumes, les traditions et l'artisanat qui font la spécificité de la culture amazighe qui rayonne en Algérie depuis des temps immémoriaux.

Les visiteurs semblent intéressés, souvent admiratifs, devant les créations des jeunes artistes, notamment les peintures dépeignant les habits traditionnels, les objets d'ornement en bois finement sculpté, les ustensiles, les bijoux et autres.

Des photographies illustrant certains aspects de la vie quotidienne et les valeurs d'entraide et de solidarité qui caractérisent l'activité de récolte des olives, la célébration des fêtes religieuses et les cérémonies de mariages, sont également exposées dans le cadre du programme de célébration de Yennayer qui s'étend sur trois jours.

Ce programme, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Abdelkader Djellaoui, comprend également une exposition d'habits traditionnels, un concours culinaire dédié aux mets traditionnels, des concerts de musique du terroir amazigh, ainsi que des conférences sur la portée historique de la culture amazighe algérienne.

Ce programme est organisé par la direction de wilaya de la Culture et des arts, avec la participation de plusieurs associations culturelles d'Annaba, de Khenchela, de Bouira et de Touggourt, en plus des ateliers de musique et de danse de la maison de la Culture d'Annaba.

MÉDÉA

Le patrimoine de la vallée du Mzab hôte du Titteri

Des journées portes ouvertes sur le patrimoine et les traditions dans la région du Mzab (Nord du Sahara algérien) sont organisées du 13 au 15 janvier courant au musée public des arts et des traditions populaires de Médéa, capitale de la région montagneuse du Titteri, sur une initiative conjointe de la direction du patrimoine et l'Office de protection et de promotion de la vallée du Mzab.

Cette manifestation culturelle, qui coïncide avec la célébration du nouvel an Amazigh Yennayer (12 janvier), sera mise à profit pour promouvoir le riche potentiel culturel matériel et immatériel dont regorge la vallée du Mzab (wilaya de Ghardaïa) et faire découvrir aux visiteurs les différentes traditions, coutumes et jeux de société de cette région, a indiqué à l'APS, le directeur de l'Office de protection et de promotion de la vallée du Mzab, Kamel Ramdan.

L'animation des journées portes ouvertes sur le patrimoine de la vallée du Mzab est assurée par plusieurs associations locales qui s'occupent du patrimoine matériel (tapisserie-habits traditionnels-gastronomie-artisanat), mais également d'associations qui activent dans le domaine de la promotion du patrimoine immatériel (jeux de société, poésie, littérature, folklore), en plus d'organismes de promotion touristique au niveau de la vallée du Mzab, a-t-il fait savoir.

Une exposition sur l'histoire de la vallée, les principaux sites et monuments historiques qu'elle renferme, plus particulièrement ses anciens ksour, les systèmes d'irrigation séculaires, toujours utilisés par les agriculteurs de la région, ainsi que sur l'artisanat local et les divers métiers traditionnels et les circuits touristiques et destinations les plus prisées par les touristes, est accessible au public durant les trois jours de la manifestation.

Une projection de documentaires sur le patrimoine de la wilaya de Ghardaïa, la tapisserie traditionnelle et les ksour de la vallée du Mzab est prévue lors de ces journées portes ouvertes afin de mieux faire connaître ce patrimoine au public de Médéa, et mettre en valeur la richesse et la diversité de la culture algérienne, a expliqué Kamel Ramdan.

Il a fait part, en outre, de l'organisation d'ateliers ludiques et didactiques au profit des enfants consacrés à la reproduction de cartes muettes sur cette Vallée, d'initiation aux techniques anciennes de tissage de tapis et des séances de dessin sur des sujets en rapport avec le patrimoine local.

APS

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

L'intelligence artificielle touchera 60% des emplois dans les économies avancées

Le développement de l'intelligence artificielle (IA) aura des conséquences pour 60% des emplois dans les économies avancées, a souligné dimanche la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva.

"Dans le monde, 40% des emplois seront touchés. Et plus vous occupez un emploi qualifié, plus ce sera le cas. Ainsi pour les économies avancées, et certains pays émergents, 60% des emplois seront concernés", a déclaré Mme Georgieva, citée par l'AFP. Elle a précisé que les impacts évoqués ne sont pas forcément négatifs, car cela peut aussi se traduire par "une hausse de vos revenus". Les

données sont issues d'un rapport publié par le FMI avant les réunions du Forum économique mondial de Davos, qui débutent lundi dans la station alpine suisse. Selon le rapport, l'IA pourrait accélérer les inégalités salariales, avec un effet négatif tout particulier sur les classes moyennes, alors que les salariés disposant d'ores et déjà de hauts revenus pourraient voir leur salaire "augmenter

plus qu'à proportion" du gain de productivité que l'IA leur permettrait d'assurer. "Il est certain qu'il y aura un impact mais il peut être différent, que cela entraîne la disparition de votre emploi ou au contraire son amélioration. Dès lors, que faire de ceux qui seront touchés et comment partager les gains de productivité, que peut-on faire pour être mieux préparés?", s'est interrogé Mme Georgieva.

Selon le rapport, Singapour, les Etats-Unis et le Canada sont les pays qui se sont le mieux préparés jusqu'ici à l'intégration de l'IA mais, comme le souligne la directrice générale du Fonds, "nous devons nous concentrer sur les pays à moindre revenus".

"Nous devons aller vite, leur permettre de profiter des opportunités offertes par l'IA. La vraie question sera de mettre de côté les craintes liées à l'IA pour

se concentrer sur comment en tirer le meilleur avantage pour tous", a insisté la patronne du FMI. D'autant que dans un contexte de ralentissement du rythme de la croissance mondiale, "nous avons terriblement besoin" d'éléments capables de relancer la productivité. "L'IA peut faire peur mais cela peut être également une immense opportunité pour tous", a conclu Kristalina Georgieva.

CHINE

Près de 5 millions de brevets d'invention valides

Le nombre de brevets d'invention valides en Chine a atteint 4,99 millions à la fin de 2023, a déclaré mardi l'Administration chinoise de la propriété intellectuelle. Le nombre de marques valides dans le pays a atteint 46,15 millions, a indiqué Hu Wenhui, chef adjoint de

l'ANPI, lors d'une conférence de presse, détaillant les progrès réalisés par la Chine en 2023 dans le domaine des droits de propriété intellectuelle.

Un total de 921.000 brevets d'invention ont été autorisés en 2023, tandis qu'environ 74.000 demandes de brevets

internationaux ont été déposées à travers le Traité de coopération en matière de brevets (PCT), a-t-il ajouté. Quelque 4,38 millions de marques ont été enregistrées dans le pays en 2023. Au total, 6.196 demandes internationales de marques ont été reçues par l'intermédiaire du sys-

tème de Madrid au cours de l'année. En outre, la Chine a approuvé un total de 2.508 produits d'indication géographique (IG) à la fin de 2023, la valeur de production annuelle des produits d'IG dépassant 800 milliards de yuans, environ 112,46 milliards de dollars.

Vol inaugural réussi pour la fusée porteuse Gravity-1

La fusée porteuse chinoise Gravity-1 a effectué jeudi son vol inaugural au large de la côte de Haiyang, dans la province chinoise du Shandong (est), ont rapporté, vendredi, des médias locaux. La fusée a décollé à 13h30 (heure locale), envoyant trois sa-

tellites en orbite prévue. Le Centre de lancement de satellites de Taiyuan a mené cette mission offshore. Développée par l'entreprise aérospatiale commerciale chinoise OrienSpace, la fusée est le plus grand véhicule de lancement à propulsor solide du

monde et la première fusée commerciale du pays équipée de propulseurs d'appoint. Elle a renforcé la capacité de la Chine pour les lancements variés et à grande échelle de satellites en moyenne et basse orbite et enrichi la diversité des véhicules de

lancement. La fusée de taille moyenne mesure 30 mètres de haut, et le diamètre de ses étages clés et ses propulseurs sont tous de 2,65 mètres, a déclaré Bu Xiangwei, concepteur en chef de la fusée. Avec un poids au décollage d'environ 400 tonnes et une

poussée au décollage de 600 tonnes, elle est capable de transporter environ 6,5 tonnes de charges utiles vers l'orbite terrestre basse et 4,2 tonnes vers l'orbite héliosynchrone à une altitude de 500 km.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SPORT - JEUX OLYMPIQUES DE 2024

Les noms des porteurs de la flamme olympique pour la plupart connus

L'identité des 10.000 personnes qui prendront part au relais de la flamme olympique ont été révélés lundi, et parmi lesquels figurent plusieurs personnalités relativement connues, notamment, le comédien Jean-Pascal Zadi, la réalisatrice Alice Diop et l'ancien footballeur international français Jean-Pierre Papin, qui seront présents aux côtés de quelques anonymes engagés.

Ces relayeurs tiendront la torche olympique environ 4 minutes sur une distance de 200 mètres sur un parcours autour de la France, allant de Marseille le 8 mai à Paris le jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux, prévue le 26 juillet 2024.

Révélé au dernier moment, le nom du dernier relayeur reste toujours entouré de mystère, même si celui de Marie-José Perec, icône olympique française, est fréquemment cité. Le parcours du relais, dans 64 territoires (dont cinq ultra-marins) qui ont bien voulu payer 150.000 euros (hors taxes) pour voir passer la flamme dans leur territoire, est connu depuis l'été 2023.

Les noms de certains des relayeurs avaient aussi déjà été révélés, comme ceux de l'astronaute Thomas Pesquet, du comédien Djamel Debouze, du nageur Camille Lacourt, ou encore de la



gymnaste Emilie Le Pennec... Les nageurs Laure et Florent Manadou sont quant à eux "capitaines" de l'opération. Fait nouveau dans ces olympiades parisiennes, la présence supplémentaires de "relais collectifs", qui se-

ront menés par des fédérations sportives. Un groupe de 24 sportifs autour d'un porteur de flamme assureront une animation. Les porteurs ont été sélectionnés pour 30% d'entre eux par le comité d'organisation des

JO et le mouvement sportif, les sponsors du relais de la flamme et les autres partenaires des JO en choisissant eux aussi 30% chacun. Les derniers 10% ont été sélectionnés par les territoires accueillant le relais.

D'après les règles du Comité international olympique, les personnalités élues en exercice ou les personnalités religieuses ne peuvent pas porter la flamme.

Parmi les porteurs révélés lundi, l'escrimeuse et ex-ministre française des Sports Laura Flessel, la championne de boxe Sarah Ourahmoune, la basketteuse Gabby Williams, l'ancien footballeur Jean-Pierre Papin ou encore Moussa Magassa, organisateur d'une "Coupe d'Afrique des Nations du 18e" dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris. Sur son quota, le département de la Seine-Saint-Denis a quant à lui sélectionné des personnes originaires de son territoire, comme la réalisatrice Alice Diop, Oumar Diémé, un ancien tireur sénégalais, ou Georges Hogniman, président du club de volley de Noisy-le-Grand depuis 1973.

JUDO

Driss Messaoud met en valeur «l'apport de l'Etat» pour les athlètes de l'élite en vue des JO



Le champion algérien de judo Driss Messaoud a salué, mardi, les "efforts déployés par les pouvoirs publics pour mettre les athlètes concernés par la course à la qualification aux jeux olympiques (JO de Paris-2024) dans les meilleures conditions possibles".

Dans une vidéo qu'il a postée depuis l'Autriche, où il est actuellement en stage en vue des prochaines échéances qualificatives au rendez-vous de Paris, Driss Messaoud, champion d'Afrique et médaillé d'or lors des derniers jeux méditerranéens tenus à Oran, l'été 2022, a qua-

lifié l'apport des pouvoirs publics de "stimulant de taille pour les athlètes algériens en prévision des JO".

Driss Messaoud a tenu à remercier les pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a donné des instructions pour la prise en charge des athlètes de l'élite et s'est félicité d'avoir été mis dans de "très bonnes conditions", assurant qu'il était plus que jamais "motivé" pour valider son billet pour les JO.

"Après avoir effectué un stage au Japon, nous nous retrouvons depuis une dizaine de jours en Autriche. Nous travaillons d'arrache-pied pour être prêts aux prochaines compétitions qualificatives au JO", a-t-il dit. L'athlète du club sportif amateur "Ouled El Bahia" a déjà collecté un bon nombre de points dans la course à la qualification au rendez-vous sportif planétaire de Paris. Il n'est, d'ailleurs, qu'à quelques encabures pour réaliser son rêve, selon le président de la FAJ, Yacine Sellini. Outre ses titres nationaux et africains, cette saison, Driss Messaoud a réussi également à s'adjuger la troisième place par équipes, lors des derniers championnats d'Europe des clubs sous les couleurs de la formation française Paris Saint Germain, avec laquelle il s'entraîne aussi.

HANDBALL - CAN 2024

Deux arbitres algériens dans les neuf paires désignées pour le tournoi

Les arbitres internationaux algériens Youcef Belkhiri et Sid Ali Hamidi figurent parmi les neuf paires retenues par la Confédération africaine de handball (CAHB) pour officier lors du 26e championnat d'Afrique des nations de handball prévu du 17 au 27 janvier au Caire (Egypte). La paire algérienne avait officié plusieurs grandes compétitions internationales entre autres le championnat du monde messieurs et dames, le championnat d'Afrique des nations ainsi que le mondial des clubs "Super Globe".

La liste des arbitres retenus :

1. Youcef Belkhiri- Sid Ali Hamidi (Algérie)
2. Abdoulay Faye- Cheikh Mohamed Fadel Diop (Sénégal)
3. Ben Dahou Makrem- Zoghlami Rochdi (Tunisie)
4. El Saïd Heidy- El Saïd Yasmina (Egypte)
5. Alaa Emam- Hedaia Hossam (Egypte)
6. El Malwane Zakaria- El Gahss Mohamed (Maroc)
7. Kone Abdoulay- Yapo Joel Zakaria (Côte d'Ivoire)
8. Mohamed Chouraki- El Mounir Achraf (Maroc)
9. Adam Biro- Olivier Kiss (Hongrie).

TENNIS - OPEN D'AUSTRALIE

Qualification de la Kazakhe Rybakina au second tour

La Kazakhe Elena Rybakina, tête de série N.3, a écarté la Tchèque Karolina Pliskova 7-6 (8/6), 6-4 au premier tour de l'Open d'Australie, disputé à Melbourne.

Menée six points à trois dans le tie-break de la première manche par la 38e mondiale, Rybakina, finaliste de l'Open d'Australie en 2023, est parvenue à retourner la situation avant de breaker son

adversaire dans le troisième jeu du second set. La gagnante de l'édition 2022 de Wimbledon compte désormais trois succès en autant de rencontres contre Pliskova.

La joueuse de 24 ans a remporté le titre à Brisbane il y a deux semaines en dominant facilement en finale la Belarussse Aryna Sabalenka, N.2 mondiale. Cette

dernière, tenante du titre de l'Open d'Australie, l'avait emporté en finale à Melbourne contre la native de Moscou il y a un an.

Au prochain tour, Rybakina affrontera la Russe Anna Blinkova, 57e mondiale, qui a écarté de son côté l'Espagnole Cristina Buscă 6-2, 6-4.

APS



C A N 2 0 2 3

GROUPÉ D - 1^{RE} JOURNÉE - ALGÉRIE-ANGOLA 1-1

Les "Verts" déjà sous pression

L'équipe nationale de football a raté sa première marche à la CAN-2023 (reportée à 2024), en se faisant accrocher lundi soir par l'Angola (1-1) au stade de Bouaké (Côte d'Ivoire), en match inaugural du groupe D, se mettant d'ores et déjà dans une position délicate pour la suite de la compétition.

Pour leur 99e sortie en phase finale, les "Verts", ont été tenus en échec, par une équipe angolaise, combative à souhait, bien en place physiquement, tactiquement, notamment en seconde période.

Et pourtant, rien n'a laissé présager un tel début en demi-teinte de la part des coéquipiers de Ramy Bensebaini, qui sont allés se préparer à Lomé au Togo dans des conditions quasi-similaires à celles de Bouaké.

Deux ans après avoir démarré du mauvais pied la CAN-2021 en concédant le match nul face à la Sierra-Leone (0-0), un résultat qui allait précipiter une élimination prématuée dès le premier tour, l'équipe nationale n'a pas réussi son opération rachat, en témoigne sa prestation à deux visages lundi face aux "Palancas Negras".

Après une première période pendant laquelle les Algériens ont maîtrisé leur sujet de bout en bout, parvenant à ouvrir le score grâce à Bounedjah (18e), les choses sont devenues compliquées après la pause avec la montée en puissance des Angolais et un recul inexplicable des "Verts" qui s'est avéré fatal.

Lors de la conférence de presse d'après-match, le sélec-

tionneur national Djamel Belmadi, dépité, a expliqué cette contre-performance par "ce moment faible" traversé par les joueurs en seconde période, qui a suffi à l'adversaire d'égaliser sur penalty (68e) après une faute en surface de Bentaleb.

La deuxième mi-temps n'était pas à l'image de la première période où on aurait pu être plus tueurs et marquer ce deuxième but qui aurait pu nous mettre à l'abri. Le moment faible n'a pas duré longtemps pour nous, mais cela a suffi pour nous faire mal, c'est douloureux et cruel", a regretté le coach national.

Sur un plan purement tactique, l'équipe nationale a manqué d'idées après l'égalisation, en dépit des cinq changements opérés par Belmadi. L'entrée de Slimani, Ounas, Aouar, Zerrouki, et Guitoun, n'a rien rapporté. Même si les Algériens ont réussi à avoir la possession de balle (66%) et obtenir 14 corners inexploités, ils ont péché par un manque de réalisme face à une équipe angolaise qui aurait même pu prétendre à la victoire. Le capitaine Riyad Mahrez a pris ses responsabilités en zone mixte, en refusant de dramatiser la chose.

"C'est un résultat amer et



frustrant. Nous avons dominé la première période de A à Z, ils n'ont rien eu. On aurait du tuer le match, on ne l'a pas fait. Ce sont les aléas du football, à nous de régler cette petite période de flottement. Ce n'est pas la crise, on retient le positif, on ne doit pas commencer à se tirer dessus, ou bien pointer du doigt qui que ce soit.

Il nous reste encore deux matchs, à nous de rebondir". Ce match face à l'Angola (11e au

dernier classement de la FIFA), a permis à cinq joueurs de signer leurs grands débuts en phase finale de la CAN, il s'agit du gardien de but Mandrea, Aït-Nouri, Chaïbi, Aouar, et Guitoun. Concernant l'effectif, Djamel Belmadi doit apporter des correctifs lors de la prochaine confrontation déjà décisive face au Burkina Faso, samedi prochain à 15h00 (heure algérienne). Des changements n'ont pas à exclure sa-

medi face aux "Etalons", d'autant que certains joueurs à l'image de Bentaleb ont déçu.

L'autre match de cette première journée du groupe D oppose ce mardi après-midi le Burkina Faso à la Mauritanie au stade de Bouaké (15h00, algérienne). Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleures troisièmes se qualifient pour les 1/8es de finale de l'épreuve, rappelle-t-on.

DÉCLARATIONS... DÉCLARATIONS... DÉCLARATIONS... DÉCLARATIONS... DÉCLARATIONS...

Déclarations de joueurs recueillies par l'APS à l'issue du match Algérie-Angola (1-1), disputé lundi soir au stade de la Paix de Bouaké, comptant pour la 1^{re} journée (Gr.D) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février) :

●●Djamel Belmadi (sélectionneur/ Algérie) : "Ce n'est pas le résultat qu'on espérait, on voulait démarrer fort cette compétition en décrochant les trois points. Sur un fait de jeu, on encaisse un but, on a du mal à avaler ça.



La deuxième mi-temps n'est pas à l'image de la première période, on aurait pu être plus tueurs et marquer ce deuxième but qui aurait pu nous mettre à l'abri. Le moment faible n'a pas duré longtemps pour nous, mais cela a suffi pour nous faire mal, c'est douloureux et cruel. J'explique ce résultat par ce moment faible, on s'est fait punir par la suite.

Les Angolais avaient d'autres ambitions, ils ont eu ce qu'ils voulaient. Il ne fallait pas encaisser ce but pendant ce moment faible. Nous avons commis des fautes techniques ce soir, on voulait qu'on le fasse le moins possible. On est tous fâchés de ce résultat, mais telle est la situation aujourd'hui.

On va relever la tête et préparer ce deuxième match face au Burkina Faso. Concernant Bounedjah, il est dans une bonne dynamique, il a marqué un superbe but malheureusement refusé pour un hors-jeu, je lui fais confiance. Belaïli a été très intéressant en première période, il a été productif, et efficace à l'image de Bounedjah, il est capable de faire beaucoup mieux. J'aurais aimé que ça aboutisse sur un but de plus, mais on a manqué ce dernier geste.

Le traumatisme de la CAN-2021 était lourd à porter, mais les joueurs avaient répondu présents, maintenant on doit vivre avec ce passé là. On fera le maximum pour créer une dynamique et prendre de la confiance. Il reste encore deux matchs dans ce groupe et relever la tête."

●●Pedro Gonçalves (sélectionneur/ Angola) : "On espérait bien entamer ce tournoi. L'Algérie a bien dé-

marré le match en ouvrant le score, ils étaient actifs et ont mis du rythme sur le terrain. Nous avons essayé de bien jouer, mais on a perdu le contrôle de la partie, on a fait des erreurs qui ont eu un impact sur nous. Il fallait restructurer notre stratégie. En seconde période, on a

réussi avec le but égalisateur.

Nous allons faire de notre mieux pour pouvoir avancer. On a mis en œuvre un plan d'action, mais certaines choses n'ont pas bien marché. Les joueurs sont à féliciter, ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes. C'est un bon résultat pour nous face à une équipe algérienne qui partait favorite avant ce match. Je suis satisfait de la prestation de mon équipe. Maintenant, nous allons nous reposer avant d'attaquer la préparation du prochain match face à la Mauritanie."

●●Farès Chaïbi (Algérie/ Homme du match) : "Nous sommes déçus de ce résultat, le trophée de l'homme du match à un goût amer. On a bien maîtrisé la première période, ils n'ont pas eu trop d'occasions.

Après la pause, on a eu souvent du mal à mettre de l'intensité, ce n'est pas un problème physique, car on a bien travaillé, c'est beaucoup plus une question de détermination et de remise en question pour aller tuer ce match. On n'a pas réussi à mettre les ingrédients pour faire le break, au final on l'a payé cher. On ne peut s'en prendre qu'à nous-mêmes."

●●Riyad Mahrez (capitaine de l'équipe nationale) : "C'est un résultat amer et frustrant. Nous avons dominé la première période de A à Z, ils n'ont rien eu. On aurait dû tuer le match, on ne l'a pas fait.

En deuxième mi-temps, les Angolais n'ont pas eu trop de situations, mais ils étaient chanceux sur le penalty. Ce sont les aléas du football, à nous de régler cette petite période de flottement. Ce n'est pas la crise, on retient le positif, on ne doit pas commencer à se tirer dessus, ou bien pointer du doigt

qui que ce soit. Il nous reste encore deux matchs, à nous de rebondir. Personnellement, je suis très confiant, je sais qu'on a bien travaillé. On a besoin du soutien de tout le monde pour aller gagner ce deuxième match face au Burkina Faso et passer au deuxième tour Inchalilah. On doit tirer les enseignements pour se racheter".

●●Kevin Guitoun (défenseur/ Algérie) : "On est parvenu à ouvrir le score, on fait le plus dur, mais on n'a pas pu faire le break sur les occasions procurées en première période. Après la pause, on a eu du mal à démarrer, on était moins présents. Malheureusement, on concède ce penalty sur le moment faible qu'on a eu.

Nous sommes déçus du résultat, car on voulait gagner, on s'est dit aux vestiaires qu'il ne fallait pas baisser la tête et se remettre vite au travail. Le coach a fait appel à moi, j'ai donné le maximum, c'est une sensation particulière de prendre part à mon premier match à la CAN. Nous devons nous projeter désormais sur le deuxième match face au Burkina Faso, qu'on doit absolument gagner".

●●Anthony Mandrea (gardien de but/Algérie) : "On aurait préféré gagner forcément, ce n'est pas un résultat déstabilisant, il y'a eu pas mal de bonnes choses qu'on doit mettre à profit en vue des prochains matchs.

Une victoire face au Burkina Faso nous permettra de prendre option sur la qualification, mais on doit bien se préparer. Jouer à 14h00 face aux Burkinabé, on sait à quoi s'attendre et sur quoi ont doit s'appuyer. Je tiens à remercier nos supporters pour leur soutien".

●●Baghdad Bounedjah (attaquant/ Algérie) : "Nous aurions aimé terminer la première période sur un avantage plus important, mais ça n'a pas été le cas. En seconde période, une balle morte a été suffisante pour l'adversaire pour obtenir le penalty et égaliser. Rien n'est encore joué, on se doit de réagir face au Burkina Faso, on aura le temps pour revenir très forts dans cette compétition".

●●Batu Mananga Jonathan (défenseur/Angola) : "On n'a pas bien commencé le match, mais on a su rectifier le tir en seconde période, en réussissant à se procurer plusieurs occasions. C'est un bon résultat pour nous. On savait que l'Algérie est forte offensivement, mais on a fait quelques réglages sur le plan défensif".

LIGUE 1

Youcef Bouzidi nouvel entraîneur du MC Oran (club)

Le technicien Youcef Bouzidi est devenu le nouvel entraîneur du MC Oran, a annoncé, mardi, la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Dans un communiqué de presse, le club phare de la capitale de l'Ouest a fait savoir que Bouzidi dirigera sa nouvelle formation lors de son prochain match sur le terrain du MC El Bayadh, vendredi pour le compte de la 14e et avant-dernière journée de la phase aller.

Cet entraîneur, qui a débuté l'exercice en cours sur le banc de touche de la JS Kabylie (Ligue 1), succède à Kheireddine Madoui.

Ce dernier a jeté l'éponge après la défaite à domicile face au CS Constantine (4-1), lors de la précédente journée.

Les "Hamraoua", passés depuis septembre dernier sous la coupe de la compagnie "Hyproc", restent sur six défaites de suite, dont la dernière en date concédée, lundi soir, sur le terrain de l'USM Alger (2-0), dans le cadre de la mise à jour du championnat.

Après 13 journées de compétition, les Oranais occupent la 15e et avant-dernière place au classement (premiers potentiels relégables) avec six points et un match en moins à livrer en déplacement face au CR Belouizdad.

LIGUE 1 MOBILIS

Cherif Hadjar nouvel entraîneur de l'ASO Chlef (club)

Le technicien Cherif Hadjar a été désigné aux commandes techniques de l'ASO Chlef, a annoncé, lundi, la direction de ce club de Ligue 1 de football Mobilis.

Hadjar, qui a débuté cette saison sur le banc de touche de la JS Saoura, avant de rendre le tablier après sept journées du championnat de l'élite, succède au Tunisien Kais Yacoubi, qui avait lui aussi remplacé en début de saison Abdelkader Yaïche.

Le nouveau coach des Rouge et Blanc, détenteurs du trophée de la Coupe d'Algérie, est attendu ce mardi à Chlef pour signer son contrat, précise-t-on de même source, ajoutant qu'il sera assisté par le technicien Abdelghani Aouemri.

Après 13 journées de championnat de Ligue 1 Mobilis, l'ASO, qui reste sur une série de contre-performances aussi bien à domicile qu'à l'extérieur, occupe la 12e place au classement avec 15 points, devançant de 9 points le 15e et premier potentiel relégable, le MC Oran.

LIGUE 2 - GR. CENTRE-EST (11^e JOURNÉE)

Match perdu pour l'AS Khroub et le CA Batna (LNFA)

La Commission de discipline de la Ligue nationale du football amateur (CD/LNFA) a annoncé mardi avoir décidé "un match perdu par pénalité" pour l'AS Khroub et le CA Batna, qui devaient s'affronter le 12 janvier courant, au stade Abed Hamdani, pour le compte de la 11e journée de Ligue 2 (Groupe Centre-Est), et dont le match a été finalement annulé par les officiels de la rencontre, suite aux incidents qui avaient entaché l'avant match.

"Suite aux incidents qui se sont produits au stade du Khroub, le vendredi 12 janvier à l'occasion de la rencontre AS Khroub - CA Batna, annulée finalement par les officiels avant son début, la com-

mission de discipline a décidé de donner un match perdu par pénalité aux deux clubs.

L'ASK et le CAB écopent également de deux matchs à huis clos et une amende de 90.000 DA" a ajouté l'instance dans un communiqué, diffusé mardi sur son site officiel.

Avec cette sanction, le CA Batna reste à la 3e place avec 20 points et l'AS Khroub à la 13e position avec 9 unités. Dans le Groupe Centre-Ouest, la CD de la LNFA a décidé d'infiger un match à huis clos pour le RC Kouba, la JSM Tiaret et l'ES Mostaganem, pour une 3e infraction au règlement, au sujet du jet de projectiles sur le terrain.

LIGUE 2 AMATEUR (GR:CENTRE-OUEST)

1 match à huis clos pour le RC Kouba (LNFA)

Le RC Kouba a été sanctionné d'un match à huis clos pour "jet de projectiles", 3e infraction, lors de son dernier match du championnat du groupe Centre-Ouest, a indiqué lundi la Ligue na-

SIDI BEL ABBES

242 millions DA réservés au secteur de la Jeunesse et des sports (ministre)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane Hammad a souligné, lundi à Sidi Bel Abbès, qu'une enveloppe financière de 242 millions DA a été allouée à son secteur dans cette wilaya.



Dans une déclaration à la presse, dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que cette enveloppe financière a été réservée dans le cadre du programme d'investissement en cours de réalisation inscrit au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbès, en 2023, portant sur cinq nouvelles opérations d'investissement estimés à 147 millions DA.

Il a souligné que ce nouveau programme comprend la réévaluation de deux opérations en cours, avec une enveloppe financière estimée à 95 millions DA, notant que la wilaya de Sidi Bel Abbès a également bénéficié de quatre opérations, qui ont été relancées, l'année écoulée, avec un programme estimé à 390 millions DA. L'agrément a également été accordé à l'inscription d'un nouveau programme à m m e d'investissement au profit du secteur de la Jeunesse et des sports de la wilaya, doté d'une enveloppe financière estimée à 760 millions DA, selon M. Hammad.

Il a ajouté que ce programme comprend cinq nouvelles opérations, dont la réalisation et l'équipement d'une piscine de proximité à Ain El-Berd, l'étude et le suivi de la réalisation et l'équipement d'une piscine de proximité à Sidi Ali Bousaidi.

Par ailleurs, le ministre a souhaité plein succès à l'équipe nationale de football lors de son

nécessité d'une bonne gestion de cette infrastructure, avec la programmation de cours de natation au profit des enfants, dans le cadre du sport scolaire, en dehors des heures de scolarité.

Dans la commune de Sidi Bel Abbès, M. Hammad s'est enquis de visu du projet de réalisation du complexe régional du regroupement des équipes nationales et de l'école régionale de football, où il a réitéré son engagement à l'entrée en exploitation de cet édifice sportif dans les délais impartis.

Après avoir inspecté le chantier de réalisation d'une piscine semi-olympique, le ministre a visité le complexe sportif 24 février 1956 de cette ville et a écouté à la salle des conférences du siège de la wilaya un exposé sur l'opération de réfection et de réhabilitation de ce complexe.

Le ministre a achevé sa visite en honorant certaines figures sportives.

PUBLICITÉ

جامعة التقنيات التطبيقية للعلوم والتكنولوجيا
وزارة التكوين والتعليم المهنيين

نص الإعلان الصحفى

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

- التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024 على مستوى كل المؤسسات التكوينية، وعبر الموقع الإلكتروني:

mihnat.mfep.gov.dz

- أيام الالتحاق والتوجيه: 18, 19, 20 فيفري 2024.

- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.

- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au

niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne

mihnat.mfep.gov.dz,

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: vendredi 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.

SPORTING : NEWCASTLE VEUT S'OFFRIR DIOMANDÉ

Toujours prêt à réaliser des investissements importants sur de jeunes talents prometteurs, Newcastle a placé ses pions sur la dernière pépite du Sporting Portugal, le défenseur central Ousmane Diomandé (20 ans, 15 matchs et 1 but en Liga Sagres cette saison). Selon les informations du média O Jogo ce lundi, les Magpies se trouvent même en déplacement à Lisbonne pour tenter de négocier un transfert de l'international ivoirien dès cet hiver. Titulaire avec son pays contre la Guinée-Bissau (2-0) samedi pour le premier match de la Coupe d'Afrique des Nations, l'ancien joueur de Midtjylland dispose d'une clause libératoire fixée à 80 millions d'euros. Mais Newcastle va bien évidemment tenter d'attirer Diomandé pour un montant moins important.

AL-ITTIHAD

BENZEMA, UNE OPTION POUR CHELSEA ?

Sur ce mercato d'hiver, Chelsea aimerait se renforcer sur le plan offensif. Cependant, les deux cibles privilégiées par les Blues, les attaquants de Naples Victor Osimhen (25 ans, 13 matchs et 7 buts en Serie A cette saison) et de Brentford Ivan Toney (27 ans), ne sont pas accessibles sur cette période des transferts. Face à cette situation, le club londonien pourrait envisager des solutions sur le court terme avec potentiellement les options menant aux buteurs d'Al-Ittihad Karim Benzema (36 ans) et d'Al-Ahli Roberto Firmino (32 ans), selon le média The Telegraph. Malgré une période compliquée en Arabie saoudite, le Français, sous contrat jusqu'en juin 2026, ne semble pas sur le départ en janvier. De son côté, le Brésilien se trouve en grande difficulté sur le plan sportif et la porte pourrait donc s'ouvrir.

BARCELONE MAN UTD PISTE AUSSI ARAUJO, MAIS...

Après le Bayern Munich, qui a fait de Ronald Araujo (24 ans, 13 matchs et 1 but en Liga cette saison) sa cible prioritaire lors de ce mercato d'hiver, en vain, Manchester United envisageait également d'avancer ses pions sur le défenseur central du FC Barcelone, selon Sky Sport Allemagne. Les Red Devils étaient prêts à débourser 80 millions pour l'Uruguayen, sous contrat au Barça jusqu'en 2026, et à lui proposer un salaire deux fois supérieur à celui qu'il touche actuellement en Catalogne. Toutefois, Araujo et son entourage ne sont pas intéressés par l'actuel 7e de Premier League et estiment que son avenir est à Barcelone, précise le journal Mundo Deportivo.



MAN CITY NEWCASTLE ABANDONNE LA PISTE PHILLIPS

Sur le départ à Manchester City, Kalvin Phillips (28 ans, 10 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) ne rejoindra pas Newcastle. Selon

The Telegraph, les demandes du club mancunien pour un prêt sont trop élevées pour les Magpies, qui ont fini par abandonner cette piste. Également présenté dans le viseur du PSG, de Manchester United et de la Juventus Turin ces dernières semaines, l'international anglais intéresse Crystal Palace, Everton et West Ham outre-Manche.

ROMA DE ROSSI SUCCÈDE À MOURINHO

Tout est allé très vite ! Quelques heures seulement après avoir remercié son entraîneur José Mourinho, l'AS Roma a nommé l'ancien milieu de terrain Daniele De Rossi à la tête de l'équipe jusqu'à la fin de la saison.

"Nous sommes ravis de pouvoir confier la responsabilité technique de l'AS Roma à Daniele De Rossi, car nous pensons que le leadership et l'ambition qui l'ont toujours distingué peuvent être décisifs dans la poursuite des objectifs que l'équipe a devant elle jusqu'à la fin de la saison", a estimé le propriétaire Dan Friedkin dans le communiqué officiel du club. Actuellement, la formation de la capitale est 9e de Serie A.

REAL MADRID DES GARANTIES ÉCRITES DEMANDÉES À MBAPPÉ

En fin de contrat en juin prochain, l'attaquant Kylian Mbappé (25 ans, 17 matchs et 19 buts en L1 cette saison) assure ne pas avoir encore pris de décision pour son avenir. Entre prolonger au Paris Saint-Germain ou rejoindre un autre club comme le Real Madrid, l'international français n'a pas fait son choix. Du côté de l'Espagne, les Merengue aimerait toutefois être fixés rapidement sur les intentions du joueur pour ne pas revivre l'épisode de 2022, lorsque le champion du monde 2018 avait finalement refusé de signer en mai pour prolonger au PSG.

C'est pour ne pas revivre le même épisode que le Real demande, en cas de réponse favorable, des garanties écrites de la part de Mbappé, explique L'Équipe dans son édition du jour. Une manière aussi de posséder des preuves en cas de nouvelle volte-face de l'ancien Monégasque qui, pour l'heure, hésite toujours entre une prolongation à Paris ou une nouvelle aventure à l'étranger.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouar

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 »

FAX : 023.38.47.95 E-MAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00

FAX : 023.38.47.95 E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59

E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

ALGÉRIE - MAURITANIE

Le président de la République reçoit le ministre mauritanien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre mauritanien des Affaires étrangères, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane.

**EN VISITE À LA 2^{ÈME} RÉGION MILITAIRE
Chanegriha : "les patriotes sincères appelés à adhérer au projet de renaissance de l'Algérie nouvelle"**

Le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a appelé, lundi à Oran, les "patriotes sincères" à adhérer au projet de renaissance de l'Algérie nouvelle, afin de déjouer tous les dessins hostiles visant la sécurité et la stabilité du pays, indique le ministère de la Défense dans un communiqué.

Dans le cadre des visites d'inspection aux différentes Régions militaires, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a entamé, ce lundi 15 janvier 2024, une visite de travail et d'inspection en 2^e Région militaire à Oran", note la même source.

Après la cérémonie d'accueil par le Général-major Mohammed Tayeb Brakni, Commandant de la 2^e Région militaire, le Général d'Armée "a observé un moment de recueillement à la mémoire du Moudjahid feu Ahmed Boudjenane, dit Si Abbès, dont le siège du Commandement est baptisé de son nom, de même qu'il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatih du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada", ajoute le communiqué. Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Région militaire, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à travers l'ensemble des uni-

tés de la Région, dans laquelle il a souligné que "l'Algérie qui a subi les affres du colonialisme, restera fidèle à ses positions envers les causes justes à travers le monde, à leur tête les questions palestinienne et sahraouie".

Concernant cette question centrale et intangible dans notre politique étrangère, le soutien de l'Algérie était clair, traduit par les déclarations officielles des hautes autorités du pays, condamnant les agressions contre le peuple palestinien, et la décision d'accueillir les blessés, notamment les enfants, dans les hôpitaux nationaux, et l'envoi d'aides humanitaires et médicales aux Palestiniens à Gaza", a indiqué le Général d'Armée. "En effet, l'Algérie a pris l'engagement de soutenir les causes justes, à l'instar des causes sahraouie et palestinienne, parce qu'elle a, elle-même, subi les affres du colonialisme et qu'elle estime à sa juste valeur le soutien témoigné par les libres de ce monde à sa cause et à son droit légitime à l'autodétermination.

C'est pour cette même raison qu'elle lutte, aujourd'hui, par tous les moyens, dans le respect de la légalité internationale, pour trouver des solutions à toutes les questions justes", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a, en outre, "fait l'éloge des grandes étapes franchies par notre pays, durant les dernières années, en appuyant tous les patriotes à adhérer au projet de

renaissance de l'Algérie nouvelle".

"Dans l'objectif de déjouer tous les dessins hostiles qui visent la sécurité et la stabilité de notre pays, les patriotes sincères sont appelés à consentir et à fédérer tous les efforts, tout en adhérant au projet de renaissance de l'Algérie nouvelle conduit, avec rigueur, persévérance et forte détermination par Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale qui, dans son discours référentiel et historique devant les députés des deux chambres du Parlement, a mis en exergue, avec chiffres à l'appui, les grandes étapes franchies par notre pays durant les quatre dernières années sur la voie du développement et du progrès.

Au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes entièrement confiants en la réussite de ce processus national sincère, au service du pays et du citoyen", a-t-il affirmé.

A l'issue, le Général d'Armée a suivi avec intérêt les interventions des cadres de la Région avant de leur donner des instructions et des orientations portant particulièrement sur "la nécessité de poursuivre avec rigueur les efforts de préparation au combat au titre de l'année 2023-2024 en cours, visant le maintien de la disponibilité opérationnelle de l'ensemble des unités de la 2^e Région militaire", conclut le communiqué.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha visite la Base navale centrale de Mers-El-Kébir à Oran

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est rendu lundi à la Base navale centrale de Mers-El-Kébir à Oran, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans la dynamique de sa visite de travail et d'inspection en 2^e Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, s'est rendu dans l'après-midi d'hier lundi 15 janvier 2024, à la Base navale centrale de Mers-El-Kébir, où il a été accueilli par le Général-Major Mahfoud Ben-medah, Commandant des Forces navales", souligne le com-

muniqué. Lors de cette visite, "Monsieur le Général d'Armée a suivi un exposé présenté par Monsieur le Général-Major, Commandant des Forces navales, avant de suivre un exposé exhaustif, présenté par le Directeur général de l'Etablissement de construction et de réparation navales, sur l'état d'avancement des travaux des projets en cours, pour procéder ensuite à l'inspection de la chaîne de construction navale, ainsi que des unités et des bâtiments navals relevant des entreprises économiques nationales, en cours de réparation", ajoute la même source.

Le Général d'Armée a pro-

cédé, à l'occasion, à l'inauguration et la baptisation du remorqueur fabriqué au niveau de l'Etablissement de construction et de réparation navales, avant d'assister à sa mise à flot et d'inspecter ce nouveau bâtiment, qui vient renforcer nos Forces navales, dans le cadre du programme de développement et de modernisation de notre flotte navale".

Lors de son inspection des différents compartiments du navire, des explications exhaustives sur ses missions, ses composantes et ses caractéristiques ont été fournies à Monsieur le Général d'Armée, par le staff en charge

de la réalisation. A cette occasion, "Monsieur le Général d'Armée a félicité tous les personnels, qui ont contribué à cette importante réalisation et les a instruits de veiller à son entretien et son exploitation, conformément aux normes en vigueur", alors que, de leur côté, "les membres du staff chargé de la construction du remorqueur ont exprimé leur fierté de cette réalisation, qui constitue une valeur ajoutée à la flotte de nos Forces navales, avant de prendre une photo-souvenir avec Monsieur le Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Journée d'information sur le guide des procédures pratiques des structures de l'administration centrale

Le ministère des Transports a organisé lundi une journée d'information sur le guide des procédures pratiques des différentes structures de l'administration centrale, a indiqué un communiqué du ministère. Supervisée par le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, cette journée d'information s'est déroulée au siège du ministère, en présence des cadres et du personnel du ministère, et de nombreux experts en la matière, selon la même source. Dans son allocution à cette occasion, le ministre a souligné "l'importance de ces pro-

cédures qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie tracée pour la numérisation du secteur, notamment en ce qui concerne les structures administratives", ajoute le ministère. Par ailleurs, M. Zahana a mis en avant l'importance de la formation continue au profit des cadres et des employés, affirmant que la ressource humaine est l'élément clé pour atteindre les objectifs escomptés, en tête desquels la numérisation du mode de gestion et le recours aux divers mécanismes et technologies modernes" conclut, le communiqué.

EUROPE

La contrefaçon coûte 16 milliards d'euros/an à 3 secteurs (UE)

Les produits de contrefaçon coûtent chaque année 16 milliards d'euros et près de 200.000 emplois aux secteurs européens de l'habillement, des cosmétiques et du jouet, a chiffré mardi l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO).

Basée sur des données de 2018 à 2021, l'étude de l'EUIPO estime que le secteur de l'habillement est le plus touché, avec un manque à gagner de 12 milliards d'euros chaque année, soit 5,2 % de son chiffre d'affaires. Les pertes du secteur des cosmétiques

ont, elles, été évaluées à 3 milliards d'euros et celles du jouet à 1 milliard. Toute l'Europe n'est pas touchée de la même façon: l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et l'Autriche concentrent la moitié de ces manques à gagner. En extrapolant à partir de l'état des secteurs concernés, l'EUIPO chiffre à 200.000 le nombre d'emplois perdus du fait de ces manques à gagner, dont 40.000 en Allemagne, 24.000 en Italie et autour de 15.000 en Espagne et autant en France. Mais l'agence européenne reconnaît que la "contrefaçon,

comme toute activité illégale, ne peut être mesurée précisément". Pour réaliser ces estimations, l'EUIPO a donc construit un modèle qui s'appuie en partie sur les montants des saisies effectuées par la police et le pourcentage d'Européens ayant reconnu avoir acheté de la contrefaçon dans chaque pays. D'après une précédente étude de juin 2023, un tiers des Européens juge acceptable d'acheter des contrefaçons si le prix du produit authentique est trop élevé. Cette proportion atteint la moitié parmi les jeunes.

**AUTOMOBILE
Tenue du 1^{er} Salon des véhicules thermiques, électriques et hybrides du 24 au 29 juin à Oran (organisateurs)**

Le Salon des véhicules thermiques, électriques et hybrides rechargeables (SIVEHA) tiendra sa première édition du 24 au 29 juin 2024, au Centre de conventions Mohamed-Benahmed d'Oran (CCO), ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué.

Organisée par la Sarl Mokacom, spécialisée dans l'événementiel et l'organisation des salons, cette première édition constituera "un événement majeur par son emplacement de choix dans la ville d'Oran, qui se prépare à devenir le futur hub et affirmer l'importance de l'industrie automobile en Algérie", a précisé la même source. La tenue de ce Salon intervient, selon le communiqué, dans le contexte de la "réorganisation du secteur automobile depuis 2019 qu'a connue l'Algérie et qui a permis l'installation de nouveaux acteurs et la reprise de l'activité de certains anciens concessionnaires 2023, ainsi que le retour des marques sur le marché du neuf et la relance de l'implantation des usines de montage". SIVEHA est un salon totalement repensé dont l'objectif est de créer un concept inédit et le défi de faire cohabiter le présent et le futur de l'automobile en Algérie.

Cette première édition constitue une toile de fond importante et une plateforme pour l'industrie automobile en Algérie", a souligné l'organisateur. Le Salon verra la participation d'un "nouveau record d'innovations, de chercheurs et investisseurs dans le domaine des véhicules électriques et hybrides rechargeables + made in Algeria+", a fait savoir le communiqué ajoutant que SIVEHA marquera "le début des étapes clés de collaborations et de créations de nouveaux partenariats entre les acteurs et professionnels d'un futur hub". Pas moins de huit zones thématiques seront au programme de ce Salon dont les espaces d'expositions déployés sur une surface de plus de 2500 m² ont été conçus par les organisateurs pour "donner plus de consistance à l'événement et permettre à l'ensemble des participants d'évoluer dans une stratégie BtoB et BtoC".

**CNAS
Appel au dépôt de la déclaration annuelle des salaires et des salariés avant le 31 janvier**

L'agence d'Algier de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a appelé les employeurs, tous secteurs confondus, à déposer la déclaration annuelle des salaires et des salariés (DAS 2023) via son portail web (www.télédéclaration.dz) durant le mois en cours (du 2 au 31 janvier 2024), indique lundi un communiqué de cette agence.

Pour ce faire, une campagne de sensibilisation et d'information sur cette opération vient d'être lancée par la CNAS au profit des employeurs, note la même source, appelant à ce que cette déclaration soit déposée "dans les délais impartis". L'objectif de cette campagne consiste à "augmenter le potentiel cotisant et améliorer l'efficacité du recouvrement afin de préserver les droits des travailleurs et des employeurs, promouvoir le dialogue et améliorer le ciblage des entreprises à contrôler", précise la même source. Dans cette optique, la CNAS Agence d'Algier a indiqué avoir "fourni des efforts humains et matériels lui permettant de rappeler aux employeurs les informations et les clarifications nécessaires en matière de recouvrement, notamment les obligations en matière d'assujettissement et les procédures des déclarations", appelant également les employeurs à déposer leur "DAS" en ligne via le portail de la déclaration disponible sur le site web de la CNAS www.cnas.dz.